



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-quinzième session**  
Rome, 22-23 avril 2002

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

**L'ÉTAT D'ÉRYTHRÉE**

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE DANS  
LA RÉGION DE GASH BARKA**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES, ACRONYMES ET GLOSSAIRE</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des activités antérieures du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Érythrée	3
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET</b>	<b>5</b>
A. La zone du projet et le groupe cible	5
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement	11
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	13
F. Organisation et gestion	14
G. Justification économique	14
H. Risques	15
I. Impact sur l'environnement	15
J. Caractéristiques novatrices	15
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>15</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>17</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING</b> <b>(FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK</b> <b>(CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. PROJECT COST SUMMARY</b> <b>(RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET)</b>	<b>7</b>
<b>V. ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> <b>(ORGANISATION ET GESTION)</b>	<b>9</b>



## TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nakfa érythréen (ERN)
1,00 USD	=	13,5 ERN
1,00 ERN	=	0,074074 USD

## POIDS ET MESURES

Système métrique

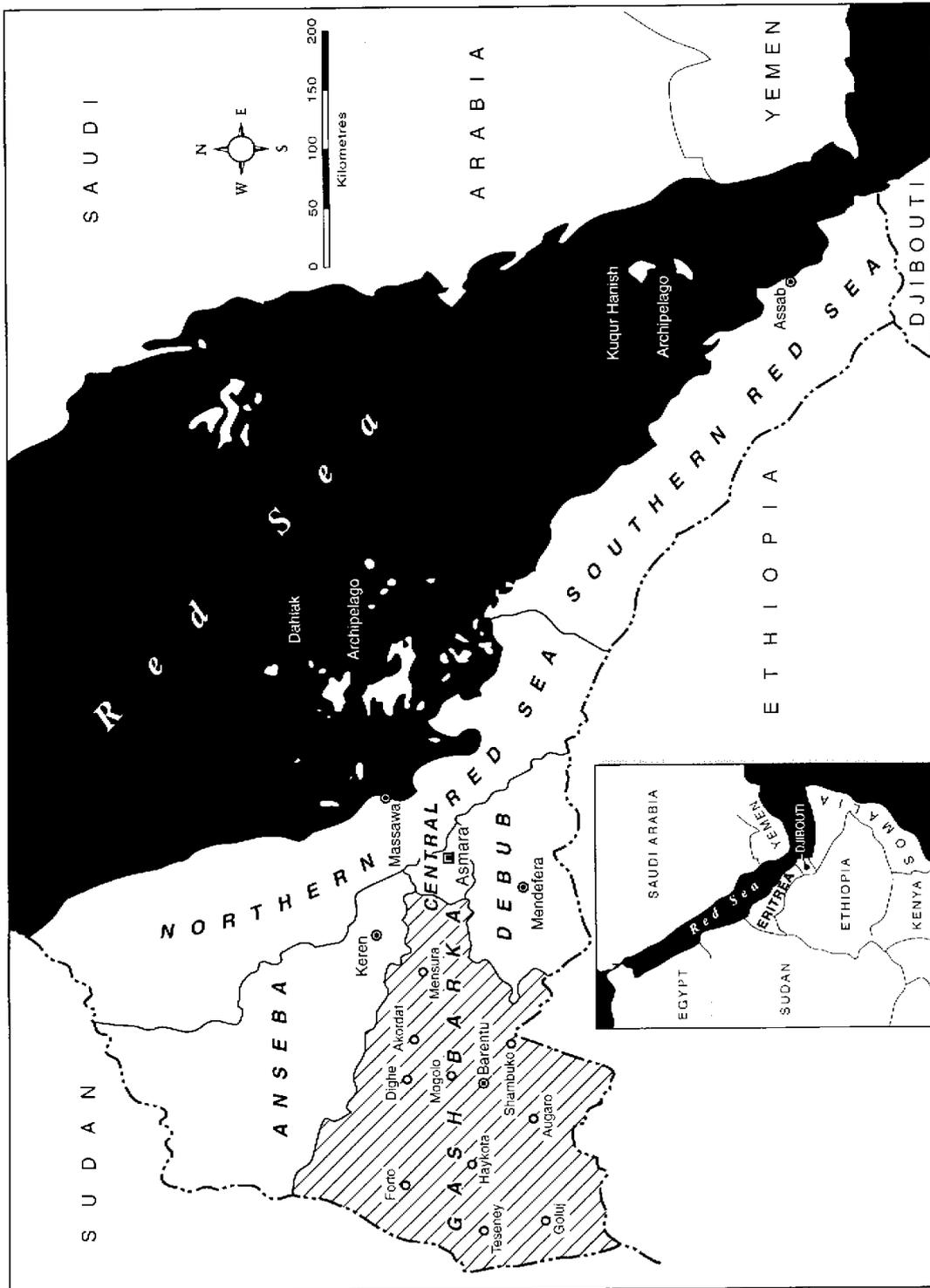
## SIGLES, ACRONYMES ET GLOSSAIRE

DANIDA	Agence danoise de développement international
FBS	Fonds belge de survie
ONG	Organisation non gouvernementale
PC-FBS	Programme conjoint – Fonds belge de survie
PIB	Produit intérieur brut
RNB	Revenu national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTBA	Programme/plan de travail et budget annuel
UCP	Unité de coordination du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
<i>Zoba</i>	Région administrative

## GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT D'ÉRYTHRÉE

**Année budgétaire**  
1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

**CARTE DE LA ZONE DU PROJET**



**Source:** FIDA, Rapport d'évaluation prospective  
*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## ÉTAT D'ÉRYTHRÉE

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE DANS LA RÉGION DE GASH BARKA

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	État d'Érythrée
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Administration de la <i>zoba</i> de Gash Barka
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	16,14 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	8,10 millions de DTS (équivalent approximativement à 10,00 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	Programme conjoint – Fonds belge de survie (PC-FBS)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	3,46 millions de USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Don
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	1,35 million de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	1,33 million de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** La population visée par les activités d'alimentation en eau et de production végétale et animale du projet comprend environ 64 000 personnes, appartenant à 16 400 ménages de la *zoba* (région administrative) de Gash Barka. Par ailleurs, 13 400 ménages, soit 46 000 personnes, profiteront de l'amélioration des services communautaires de soins de santé, tandis que l'ensemble de la population rurale de la *zoba* de Gash Barka, soit environ 474 000 personnes, tirera avantage de l'amélioration des services de santé communautaires. Les systèmes de production paysans de la *zoba* sont très divers. Dans les basses terres arides, les pasteurs semi-sédentaires sont presque exclusivement tributaires de l'élevage. En bordure des hautes terres, où les précipitations sont plus fortes et plus régulières, les agropasteurs sédentaires tablent autant sur la production végétale que sur l'élevage. La majeure partie des ménages produit des vivres en quantité suffisante pour 8 à 10 mois les années de bonnes précipitations, et pour 5 à 7 mois les années où elles sont moins abondantes. Les mauvaises récoltes, partielles ou totales, sont fréquentes: une année sur trois en moyenne, et même souvent dans les zones arides. Les années de mauvaise récolte, neuf ménages sur dix souffrent d'insécurité alimentaire et doivent vendre leur bétail pour survivre. Les ménages qui possèdent peu de bétail, voire aucun, doivent alors avoir recours aux dons de vivres; nombre d'entre eux sont dirigés par une femme et ont un accès particulièrement précaire aux autres moyens de formation de revenu.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Ils sont pauvres car ils sont tributaires d'entreprises de production végétale et animale à faible productivité, leurs autres possibilités de s'assurer un revenu sont limitées, et ils ne peuvent pas accéder facilement aux services sociaux de première nécessité. Les précipitations faibles et irrégulières, auxquelles s'ajoutent le paludisme, la tuberculose, la diarrhée et les problèmes de santé maternelle et infantile, sont en règle générale les risques les plus graves pesant sur leurs moyens de subsistance. La fragilité de la base de ressources naturelles et, dans de nombreuses régions, son appauvrissement, limitent sérieusement le potentiel de production de la région, mais les moyens de subsistance des populations peuvent être nettement améliorés grâce à une meilleure gestion des parcours, à l'adoption de bétail de meilleure qualité et de techniques culturales plus performantes, à un accès plus facile aux intrants, à l'adoption de pratiques appropriées de récolte et de prélèvement de l'eau, et à l'accès aux services de santé. Afin que ces possibilités soient mises à profit, l'assistance doit être soigneusement adaptée aux ressources, aux priorités et aux besoins locaux. Pour ce faire, les communautés doivent contribuer à la définition des investissements afin d'assurer la gestion et l'entretien ultérieurs de la manière la plus autonome possible. Les services sociaux dont l'accès doit être amélioré en priorité sont l'eau potable et les services de santé.

**Que leur apportera le projet?** Le projet offrira toute une gamme d'options de développement que les communautés pourront sélectionner et adapter compte tenu de leur expérience, de leurs ressources et de leurs intérêts. S'appuyant sur les cartes des principales ressources de la *zoba* établies initialement, les fonctionnaires travailleront auprès des villageois et de leurs chefs traditionnels pour examiner la situation locale en matière de ressources et définir et documenter les intérêts et les possibilités des divers groupes sociaux au sein des villages, les aider à formuler des propositions en collaboration avec les bénéficiaires, vérifier ces propositions sur le plan technique, notamment en ce qui concerne l'autonomie requise pour la gestion et l'entretien ultérieurs, convenir d'un plan d'action, et suivre son exécution et son impact. Les principaux investissements seront les suivants: mise en valeur des parcours gérés collectivement, avec entre autres la création de zones interdites au bétail, la construction de points d'eau et des services villageois d'appui à l'élevage; dérivation des petits cours d'eau et ruisseaux et collecte de l'eau en vue d'activités supplémentaires d'irrigation; recherche agricole dans les champs des paysans, avec notamment la sélection de variétés acceptables résistantes à la sécheresse; développement de l'alimentation en eau potable; enfin, amélioration des services de santé publique et des services de santé communautaires.



**Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?** Les chefs villageois traditionnels recevront une formation et une aide initiales grâce auxquelles ils pourront faciliter l'évaluation des priorités des divers groupes de villageois à l'échelon local. Les villageois et les fonctionnaires collaboreront afin de déterminer comment prendre en compte ces besoins et ces priorités le mieux possible dans le cadre du projet. Les chefs villageois et le personnel de l'administration locale examineront la faisabilité des activités proposées et aideront les villageois à les classer par ordre de priorité compte tenu des délais probables de concrétisation des résultats, à élaborer un plan d'action préalable à l'exécution, et à suivre l'exécution et l'impact lors d'ateliers annuels d'examen.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**L'ÉTAT D'ÉRYTHRÉE**  
**POUR**  
**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE DANS**  
**LA RÉGION DE GASH BARKA**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à l'État d'Érythrée d'un montant de 8,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,00 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES**  
**ACTIVITÉS DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. L'Érythrée, qui est située le long de la côte occidentale de la mer Rouge, couvre une superficie totale d'environ 124 000 km<sup>2</sup>. Elle est caractérisée par divers types de climats: de chaud et aride dans les basses terres à tempéré et subhumide dans les hautes terres. La population, hétérogène sur le plan ethnique, compte environ 4 millions de personnes et s'accroît de 2,7% par an. Parmi les Érythréens vivant à l'étranger, au nombre de un million environ, 160 000 sont actuellement au Soudan et devraient rentrer d'ici 2003. Quatre-vingt pour cent des habitants vivent dans les campagnes, où ils pratiquent pour la plupart une agriculture de subsistance. Les deux tiers vivent dans les hautes terres, où les densités de population atteignent 200 personnes au km<sup>2</sup> dans certaines régions. L'Érythrée disposait d'une infrastructure relativement sophistiquée et son économie était solide avant la guerre d'indépendance, mais trois décennies de guerre et de sécheresses répétées ont porté gravement atteinte à la capacité de production. Le revenu national brut (RNB) par habitant s'élève à 170 USD (2000), l'espérance de vie à la naissance est de 51 ans et le taux d'analphabétisme des adultes atteint 46%. L'Érythrée est considérée comme le neuvième pays le plus pauvre et le quatorzième pays le moins avancé du monde.

2. Pendant les premières années qui ont suivi l'accession à l'indépendance en 1993, le taux de croissance a été élevé. Le gouvernement a entrepris un programme de reconstruction et de redressement afin de développer l'infrastructure, d'améliorer la sécurité alimentaire et de réinsérer les réfugiés rapatriés. La restructuration et la réforme générales du secteur public ont démarré en 1996 pour faciliter le passage de l'aide d'urgence et en faveur de la reconstruction à l'aide au développement. Les réformes ont porté notamment sur la décentralisation afin de renforcer la capacité d'adaptation des fournisseurs de services publics aux priorités locales et d'améliorer leur efficacité. Dans le cadre de la décentralisation, les administrations de la *zoba* sont chargées de la planification du

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



développement, de l'application des grandes orientations et de l'exécution des projets, les personnels locaux des ministères de tutelle faisant rapport à l'administration de la *zoba* sur le plan opérationnel et à leurs ministères respectifs sur le plan technique. Le déclenchement des hostilités en 1998 a interrompu la mise en œuvre de la décentralisation et des autres réformes, car l'aide d'urgence et l'aide en faveur du redressement ont été assurées par les structures institutionnelles centralisées existantes.

3. Après la période initiale de bons résultats macroéconomiques, le pays a traversé une phase de stagnation économique et de déséquilibres macroéconomiques croissants en 1998-2000 en raison de l'affectation de sommes considérables à la défense nationale. En 2001, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a repris, à un taux estimatif de 7%, et cette forte croissance économique devrait se poursuivre et permettre de réduire les déséquilibres macroéconomiques au cours des prochaines années. L'Érythrée a un important déficit extérieur structurel, qui est couvert en grande partie par les envois de fonds des Érythréens vivant à l'étranger. Le pays n'avait pas de dette extérieure publique au moment de l'indépendance, mais par suite des emprunts contractés pour la reconstruction et le développement, la dette extérieure totale a maintenant atteint 300 millions de USD, soit 59% du PIB (fin 2000). Le ratio du service de la dette s'élève à environ 15%. Les principales exportations concernent les produits alimentaires et les animaux vivants, les matières premières et quelques articles manufacturés. Le pays a perdu temporairement l'accès à son principal marché d'exportation, l'Éthiopie, ce qui compte tenu des possibilités limitées de réorienter les échanges commerciaux à brève échéance, a entraîné une importante réduction des exportations. Les principales importations concernent les biens manufacturés, d'équipement et intermédiaires, les matières premières et les produits alimentaires. L'Érythrée cherche à accroître ses exportations de biens manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, de bétail, de légumes et de fruits vers les pays du Golfe.

4. L'agriculture assure environ 16% du PIB (1999), l'industrie 29% et les services 54%. L'élevage extensif, qui se pratique surtout dans les basses terres de l'ouest, représente l'essentiel de la valeur ajoutée agricole. La production végétale, qui est principalement destinée à la consommation familiale, comprend l'orge, le blé, le teff, le sorgho et le mil dans les hautes terres, et le mil et le sorgho dans les basses terres. Même les années où les précipitations sont suffisantes, environ la moitié des produits alimentaires nécessaires à l'échelon national sont importés. Rares sont les agriculteurs qui achètent des intrants pour les cultures pluviales, dont la productivité est très faible. L'horticulture irriguée est pratiquée le long des cours d'eau saisonniers. Dans le passé, le bétail – surtout les petits ruminants élevés dans les basses terres – était exporté vers les pays du Golfe, mais, bien que l'Érythrée ne soit pas touchée, ces exportations sont actuellement interdites en raison d'une poussée de fièvre de la vallée du Rift en Arabie saoudite.

## **B. Enseignements tirés des activités antérieures du FIDA**

5. Dans la conception des nouvelles initiatives de développement, il faut tenir compte de l'expérience générale acquise dans ce domaine en Érythrée. Cette expérience est relativement limitée du fait de la situation particulière des dernières années, mais certains enseignements sont clairs. Premièrement, les effectifs, les compétences et les capacités institutionnelles des fournisseurs de services publics, déjà limités, ont été encore réduits depuis 1998, même si ce n'est que temporairement. Par ailleurs, du fait de son climat rigoureux, la région de Gash Barka n'est pas un lieu de travail intéressant pour les fonctionnaires qualifiés. Deuxièmement, le passage de l'aide d'urgence en faveur du redressement à l'aide au développement s'est ralenti depuis 1998. Ni les fournisseurs de services publics ni les communautés ont une grande expérience de l'aide au développement, ce qui suppose que les communautés décident des priorités, s'emploient à chercher un appui pour les activités que les divers groupes souhaitent mettre en œuvre, reçoivent cette aide et l'adaptent.

6. Plusieurs initiatives de développement relativement restreintes ont permis de tirer des enseignements utiles de toute une gamme d'interventions techniques. Ils concernent notamment le type de technologies que les communautés peuvent appliquer et entretenir, et la nécessité de les



adapter aux sites spécifiques et de demander aux bénéficiaires des contributions importantes afin qu'ils aient la maîtrise des techniques et qu'elles soient durables. En règle générale, il ressort de ces enseignements qu'en raison du dénuement des populations, de la fragilité de la base de ressources et de l'absence de technologies facilement transposables, les investissements doivent être peu coûteux et simples et les communautés doivent assurer la gestion et l'entretien de manière autonome. Les investissements doivent de préférence concerner des activités déjà mises en œuvre dans le pays, et les nouvelles technologies doivent être mises à l'essai et adaptées par quelques utilisateurs avant d'être appliquées sur une grande échelle.

### C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Érythrée

7. **Politique nationale d'élimination de la pauvreté de l'Érythrée.** Le développement économique, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre hommes et femmes sont inscrits dans la constitution en tant que principales priorités. Compte tenu de la situation d'après-guerre dans laquelle se trouve actuellement le pays, les priorités immédiates sont les suivantes: répondre aux besoins d'urgence (notamment aider les personnes déplacées et les soldats démobilisés à se réinsérer dans la société); remettre en état les infrastructures sociales et économiques essentielles; rétablir la stabilité macroéconomique; et reprendre des activités de développement dès que possible. Les programmes d'urgence actuels seront réorientés au profit d'activités s'inscrivant dans la stratégie générale de développement qui met l'accent sur une croissance diversifiée et durable et sur la réduction de la pauvreté moyennant le développement du secteur privé. Les éléments clés de cette stratégie sont les suivants: développer les marchés d'exportation du bétail, des fruits, des légumes et des fleurs; réorganiser les activités portuaires; accroître la productivité agricole en renforçant les services publics aux petits exploitants et faciliter le développement d'un secteur privé assurant des services d'appui; attirer les investissements du secteur privé; privatiser les entreprises d'État; enfin, mettre en place un système financier solide. Le gouvernement accorde un degré élevé de priorité à la décentralisation, qui permet de réduire la pauvreté en améliorant l'accès aux services, et il stipule que les projets devant être exécutés dans une seule *zoba* doivent être mis en œuvre par l'administration locale. Il préparera une stratégie provisoire de réduction de la pauvreté, fondée sur l'évaluation en cours de l'étendue, de la gravité, de la répartition et des causes de la pauvreté.

8. **Activités d'élimination de la pauvreté des autres donateurs.** Les principales priorités des donateurs sont d'aider à répondre aux besoins importants de remise en état et de développement des infrastructures économiques et sociales du pays et d'assurer les services de santé et d'éducation de base. Le financement de la Banque mondiale porte essentiellement sur la remise en état et le développement des infrastructures économiques et sociales, les équipements de santé et la démobilisation des anciens soldats. L'Union européenne a prêté son concours pour l'aide alimentaire, le développement des infrastructures, l'alimentation en eau et le rapatriement des réfugiés. La coopération italienne a financé l'aide alimentaire et appuyé le développement de l'industrie, de l'agriculture, des communications, et des équipements de santé et la démobilisation. L'Agence danoise de développement international (DANIDA) a prêté son concours pour la conservation des sols et pour le développement de la production laitière et de la production de semences au titre de son programme axé sur le secteur agricole, dont la deuxième phase en cours de formulation devrait comprendre des activités dans la *zoba* de Gash Barka; dans cette deuxième phase, les responsabilités seront davantage déléguées à l'administration locale.

9. Depuis la cessation des hostilités, deux programmes soutenus par plusieurs donateurs financent des activités de reconstruction et de redressement. Le premier, le programme de redressement économique, d'un montant de 287,7 millions de USD, qui a pour chef de file la Banque mondiale, sera mis en œuvre jusqu'en décembre 2002 et prévoit un appui à la reconstruction des dispensaires, des écoles et des routes; à la réorganisation de l'agriculture; aux investissements induits par les communautés; enfin, au développement du secteur privé. La plupart des travaux de reconstruction à l'échelon local sont terminés. Le deuxième programme, le programme de redressement de l'après-



guerre, d'un montant de 17 millions de USD, qui a pour chef de file le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), se terminera en juin 2002; il a pour objet de reconstruire des infrastructures en utilisant comme organismes d'exécution des organisations non gouvernementales (ONG) ou les administrations des *zobas*, une partie des fonds étant employée pour développer les capacités de gestion à l'échelon de la *zoba* et des communautés. Plusieurs programmes en cours ont été également réorientés en vue de fournir une aide immédiate supplémentaire. Ces initiatives ont contribué à jeter les bases du présent projet à l'échelon local.

10. **Stratégie du FIDA en Érythrée.** Le FIDA oriente son aide vers les basses terres de l'est et de l'ouest, qui offrent dans l'immédiat les meilleures perspectives d'accroissement pour la production de l'agriculture paysanne, et où les infrastructures sociales et économiques sont insuffisamment développées et la pauvreté très répandue. Dans les basses terres de l'est, la plus importante possibilité de développement agricole est liée à l'amélioration des réseaux d'irrigation de crue; elle est étudiée dans un contexte spécifique au titre du projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'est, financé par le FIDA et par le Fonds belge de survie (FBS). Dans les basses terres de l'ouest, les systèmes de production prédominants comprennent des activités d'élevage extensif associées à une production de subsistance comportant un nombre réduit de cultures pratiquées dans des conditions aléatoires, sans irrigation. Il existe des possibilités de développement liées à l'aménagement des parcours, à l'élevage et aux services vétérinaires, ainsi qu'aux techniques culturales et à l'agriculture favorisant la conservation des sols. Il existe également dans de nombreuses localités la possibilité d'étendre les cultures irriguées à haute valeur marchande pratiquées sur une très petite échelle. En règle générale, les investissements visant à améliorer l'accès des populations aux services de santé et à l'eau potable sont nécessaires pour augmenter effectivement l'offre de main-d'œuvre familiale. Ces équipements financés au moyen d'un don du Programme conjoint – Fonds belge de survie (PC-FBS) dans le cadre d'une alliance stratégique avec le FIDA complètent les investissements directement productifs financés par le FIDA et améliorent l'impact des activités.

11. **Raison d'être du projet.** La pauvreté est généralisée parmi la population rurale car elle est tributaire d'activités de production végétale et animale à faible productivité; ses autres possibilités de s'assurer un revenu sont limitées et elle ne peut pas accéder facilement aux services sociaux, y compris les services de santé et d'alimentation en eau potable. Les risques les plus graves pesant sur les moyens de subsistance sont les incertitudes entourant la production, du fait de l'insuffisance et de l'irrégularité des précipitations, et les risques sanitaires, notamment le paludisme, la tuberculose, la diarrhée et les problèmes de santé maternelle et infantile.

12. Malgré l'environnement peu propice et l'absence d'options permettant d'accroître très fortement les revenus des petits exploitants, il existe des possibilités de développement pouvant profiter aux pauvres. On peut espérer améliorer les revenus tirés de la production végétale et animale et réduire leur instabilité, ce qui reviendra à lutter contre la vulnérabilité. Il faut avant tout aider les paysans et les éleveurs à réduire les risques et les aléas. Tous les investissements favorisant l'utilisation efficace des ressources en eau et l'adoption de meilleures pratiques de gestion des cultures, de l'élevage et des parcours peuvent améliorer la production, la transformation et la commercialisation des produits végétaux et animaux. Par ailleurs, l'accès à l'eau potable aura un effet immédiat sur la santé et sur la disponibilité et la productivité de la main-d'œuvre qui pourra ainsi se consacrer à d'autres activités. Enfin, les services de santé peuvent être modernisés et mis à la portée d'un segment plus vaste de la population, ce qui contribuera à améliorer la santé de la communauté et à libérer de la main-d'œuvre pour d'autres activités.

13. Bien que la *zoba* de Gash Barka ait reçu, et continue de recevoir, un appui au titre d'autres interventions, de nombreuses communautés ne bénéficieront pas de ces activités. Le projet peut toutefois tirer parti de l'expérience acquise dans le cadre de ces initiatives, qui ont encouragé certaines des innovations techniques prévues. Les projets de reconstruction et de redressement, dont l'exécution devrait être terminée à l'échelon des villages avant le démarrage du présent projet, renforceront les



bases nécessaires à l'aide au développement qu'il apportera à plus long terme. Parallèlement, le projet tirera parti de l'aide à la démobilisation et à la réinsertion, qui permettra de libérer du personnel et de la main-d'œuvre familiale avant le début des interventions à l'échelon des villages.

14. Le gouvernement encourage la décentralisation des services publics, ce qui crée un environnement propice au projet, facilite la démarginalisation des villageois et renforce la responsabilisation des fournisseurs de services publics. Cependant, les capacités institutionnelles sont faibles et doivent être développées au niveau de la *zoba*, des sous-*zobas* et des villages. Il faut encore élaborer, pour la prestation de services publics, des modalités d'intervention décentralisées mettant en évidence les priorités des communautés et permettant de prendre des dispositions en conséquence. Le projet peut appuyer le renforcement des services assurés par le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la santé, ainsi que la mise en place de services prenant en compte les besoins et les priorités de la population rurale.

15. Le projet est axé sur les points suivants: améliorer la sécurité alimentaire des ménages et l'état nutritionnel du groupe cible moyennant une approche favorisant les effets de synergie entre les activités d'élevage et d'agronomie, de santé et d'alimentation en eau; renforcer les capacités des communautés et des fournisseurs de services locaux; enfin, réduire la vulnérabilité des ménages face à l'insécurité alimentaire.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

### A. La zone du projet et le groupe cible

16. **La zone du projet.** La zone du projet est la *zoba* de Gash Barka, qui est subdivisée d'un point de vue administratif en 14 sous-*zobas*. La *zoba* de Gash Barka, qui fait partie de la zone agroclimatique soudano-sahélienne, couvre 27% de la superficie totale du pays. Les précipitations, qui durent de mai à octobre, varient de moins de 200 mm par an dans les basses terres du nord-ouest à 700 mm en bordure des hautes terres du sud-est. Il y a risque de sécheresse une année sur trois, même dans les régions où les précipitations sont les plus régulières. Deux cours d'eau saisonniers, le Gash et le Barka, traversent la *zoba*; ils alimentent en saison sèche les principaux pâturages et zones de broutage et assurent l'accès aux eaux souterraines, qui est toutefois réduit du fait des initiatives commerciales. Les systèmes de production agricole vont du pastoralisme reposant sur l'élevage extensif avec quelques cultures opportunistes, à l'agropastoralisme dans lequel les cultures et l'élevage occupent une place à peu près égale et sont bien intégrés. La capitale régionale, Barentu, est bien reliée à la capitale et accessible à partir des centres administratifs des sous-*zobas*. Le gouvernement encourage l'installation des populations dans les villages plus importants d'un point de vue administratif afin d'améliorer leur accès aux services et aux infrastructures sociales de base. Les capacités institutionnelles des administrations de la *zoba* et des sous-*zobas* sont très limitées. Au niveau des communautés, les capacités d'organisation, d'animation et de définition des orientations en vue d'aider les villageois les plus défavorisés sont solides et constituent une bonne base pour une intervention induite par la communauté.

17. **Le groupe cible.** La population de la *zoba* est hétérogène sur le plan ethnique. Ses moyens de subsistance ont été documentés dans l'enquête sur les aspects socioéconomiques et les systèmes de production effectuée dans le cadre de la conception du projet. Les deux tiers des ménages se considèrent comme pauvres et ne sont pas en mesure de produire suffisamment de vivres pour couvrir leurs besoins alimentaires. Dix pour cent seulement des ménages sont considérés comme plus aisés, leur sécurité alimentaire étant assurée les années de précipitations moyennes. La production animale pour la consommation familiale, la vente et le développement du cheptel, et la production végétale pour la consommation familiale sont les principales sources de revenus, mais les ménages les plus pauvres, dont un grand nombre sont dirigés par des femmes, doivent avoir recours aux programmes vivres-contre-travail ou espèces-contre-travail et aux dons de produits alimentaires car ils ne



possèdent pas de bétail et disposent d'une main-d'œuvre limitée. Le rôle des femmes varie largement entre les divers groupes ethniques: dans certaines communautés d'agropasteurs, elles remplissent la plupart des tâches de la ferme, tandis que dans d'autres, elles vivent dans un isolement pratiquement total.

18. Les principaux problèmes de santé sont, chez les adultes, le paludisme, la tuberculose et les infections des voies respiratoires supérieures, et, chez les enfants, le paludisme et la diarrhée due à la consommation d'eau non potable et aux carences de l'assainissement. Les complications pendant et après l'accouchement, aggravées par une mauvaise nutrition, sont les principaux problèmes de santé des femmes. Le paludisme, qui frappe près d'un cinquième de la population chaque année, est la principale cause d'hospitalisation et de maladie chez les enfants de moins de cinq ans et chez les adultes. Les indicateurs de santé de la région de Gash Barka ne soutiennent pas la comparaison avec ceux des autres régions du pays, et le problème tout récent du VIH/sida soulève des inquiétudes.

19. Les communautés de sept des 14 sous-*zobas* de Gash Barka participeront aux activités de développement de l'élevage, de production végétale, d'alimentation en eau et de prestation de services communautaires de santé. Les critères de sélection des sous-*zobas* sont les suivants: retour des gens dans leurs villages et absence de problèmes de sécurité; absence de projets analogues; consentement des ministères de tutelle à fournir le personnel nécessaire; insuffisance des services communautaires de santé. Dans les sous-*zobas*, les critères de sélection des villages participants sont les suivants: disponibilité des ressources naturelles nécessaires au développement, principalement l'eau; insuffisance des services communautaires de santé; et bonne disposition et intérêt des bénéficiaires à l'égard de la gestion des activités de développement et de l'apport de main-d'œuvre et de matériaux (tels qu'en témoigne leur consentement à passer un accord de participation avec l'administration de la sous-*zoba*). Trois sous-*zobas* ont été choisies (Forto, Gogne et Haykota). Quatre autres sous-*zobas* seront sélectionnées avant le démarrage du projet. On s'assurera dans le cadre de ce processus de sélection que les principaux systèmes de production et les principaux groupes ethniques de la région sont représentés de manière équilibrée.

20. Le nombre total de personnes qui tireront profit des activités d'élevage, de développement de la production végétale et d'alimentation en eau du projet est estimé à 64 000, soit 16 400 ménages. Tous les habitants des communautés ciblées auront accès aux services communautaires de santé améliorés, ce qui portera le nombre total de bénéficiaires à 110 000. À l'avenir, l'ensemble de la population rurale de la *zoba* pourrait bénéficier des équipements de santé améliorés.

## B. Objectifs et portée

21. Le projet a pour but de réduire la pauvreté parmi la population cible, moyennant des investissements définis à l'échelon local en faveur de la production animale et végétale et de l'amélioration des services sociaux. Il a pour objectifs de permettre aux ménages pauvres de la zone du projet: i) d'être en mesure d'utiliser les services mis à disposition par les pouvoirs publics et par les autres sources pour appuyer leurs initiatives et leurs priorités en matière de développement social et économique; ii) d'accroître durablement leur production vivrière, de réduire l'insécurité alimentaire et de s'assurer des revenus agricoles plus importants grâce aux améliorations apportées à leurs activités de production animale et végétale; enfin, iii) d'améliorer durablement leur santé<sup>2</sup>.

22. Le projet s'attachera à: mobiliser et renforcer les communautés et leurs organisations moyennant des processus participatifs de planification, d'exécution et de suivi des activités; permettre aux institutions publiques de prendre en compte les priorités des communautés d'une manière décentralisée, transparente et responsable; faire mieux connaître les méthodes visant à améliorer les systèmes de production paysans et favoriser leur utilisation dans la zone du projet; enfin, faciliter

---

<sup>2</sup> L'appendice III contient le cadre logique du projet ainsi que les indicateurs de résultat qui seront suivis.



l'accès des communautés à l'eau potable et aux services communautaires de santé et de santé publique améliorés.

### C. Composantes

23. Il n'est pas prévu dans la conception du projet de recommander des sites spécifiques pour des activités particulières. Par contre, les investissements et les activités que les communautés peuvent choisir pour résoudre les problèmes mis en évidence sont décrits, notamment les services nécessaires pour réaliser et appuyer les investissements sélectionnés. Les investissements à effectuer concrètement dans une localité spécifique seront déterminés par les communautés au cours du processus participatif de planification. Selon les priorités définies par le groupe cible et par les fonctionnaires pendant la conception, le projet comprendra les quatre composantes suivantes: facilitation du projet; élevage et agronomie; services sociaux; coordination du projet. Compte tenu des moyens et des ressources à disposition, les activités à l'échelon des villages sont limitées à environ 150 communautés des sept sous-*zobas*.

24. Mis à part les investissements dans les équipements de santé et la reconstruction des stations vétérinaires, qui reposent sur des évaluations détaillées, les chiffres fournis sont des estimations fondées sur les besoins prévus tels qu'ils ont été exprimés. Le projet sera exécuté sur six ans.

#### Facilitation du projet

25. Cette composante a pour objectifs de renforcer les capacités des communautés et de l'administration de la sous-*zoba*, en vue de la planification, de l'exécution et du suivi des activités de développement, sous la direction des communautés, et de garantir que les activités de développement exécutées au titre des autres composantes sont fondées sur les savoirs et l'expérience locaux et sont peu coûteuses, simples sur le plan technique et réalisables par les communautés. Cette composante sera le principal élément déterminant les investissements à l'échelon villageois au titre des autres composantes. Elle financera les contrats des deux coordonnateurs du développement communautaire de la *zoba*, dont l'un sera une femme, et des deux agents d'appoint et elle prendra à sa charge les locaux et le matériel de bureau, et les dépenses de transport et de fonctionnement. Elle financera également les contrats de consultant de courte durée relatifs à la formation, la problématique hommes-femmes et la préparation de matériel pédagogique pour appuyer les activités à l'échelon des communautés. Une formation aux méthodes participatives sera assurée aux chefs locaux et aux communautés bénéficiaires, aux administrateurs villageois et au responsable de la coordination du projet dans la sous-*zoba*.

26. Sur la base d'un accord écrit de participation au projet passé avec les communautés et avec l'administration de la sous-*zoba*, les chefs traditionnels des communautés, jouant le rôle de facilitateurs à l'échelon local, recevront une formation et des conseils pour travailler avec des membres des communautés et avec le personnel de la sous-*zoba* afin d'aider les villageois à définir, planifier, gérer et suivre les activités s'inscrivant dans le cadre des diverses options offertes par les autres composantes. Le processus initial de facilitation comportera quatre étapes: évaluation des besoins; évaluation des solutions possibles; classement par ordre de priorité; et établissement d'un plan d'action concerté. Ce processus sera complété par le suivi de l'exécution et de l'impact assuré par les bénéficiaires lors d'ateliers annuels dans la sous-*zoba*.



## Élevage et agronomie

27. Cette composante a pour objectif de mettre diverses options de développement concernant la production animale et végétale à la disposition des communautés, pour qu'elles les sélectionnent et les adaptent à la situation et aux priorités locales dans le cadre du processus participatif du projet. Ces options reposeront essentiellement sur des technologies qui ont déjà été appliquées sur une petite échelle dans la région de Gash Barka ou ailleurs en Érythrée. Les technologies nouvelles ne seront adoptées que s'il est prouvé qu'elles donnent de bons résultats dans les champs des paysans; d'autre part, les modalités de la participation des communautés ont été définies de manière à garantir la viabilité des investissements. Des fonds seront mis à disposition pour les cinq sous-composantes suivantes:

- a) **Mise en valeur des parcours.** Des techniques d'imagerie par satellite, du matériel et des cours de formation pour le personnel seront mis à disposition au départ afin de repérer les emplacements possibles pour les points d'abreuvement du bétail et l'alimentation en eau potable. Là où il existe des ressources en eau pour le bétail, les communautés intéressées pourraient désigner librement des zones interdites au bétail couvrant jusqu'à 1 000 ha, qui seraient gérées par des gardiens employés par les groupements de gestion des pâturages constitués par les communautés, avec l'aide de fonctionnaires. Des échanges seront organisés pour les agriculteurs créant une zone interdite au bétail. Des *hafirs* (réservoirs de 10 000 à 15 000 m<sup>3</sup>) ou des puits tubulaires, équipés principalement de pompes actionnées par des moulins à vent, seront construits parallèlement à la création des zones interdites au bétail. Les *hafirs* sont le type de point d'eau privilégié, car leur charge de bétail n'est pas supérieure à celle des parcours environnants. Le personnel de l'unité de mise en valeur des parcours du Ministère de l'agriculture apportera aux communautés un soutien technique et les ingénieurs du ministère décideront des emplacements, élaboreront les plans et superviseront la construction. Afin de permettre au ministère d'appuyer et d'élargir à l'avenir les activités de mise en valeur des parcours induites par les communautés, le chef de l'unité de mise en valeur des parcours de la *zoba* suivra un cours de deux ans en aménagement des parcours, et les autres personnels recevront une formation d'une durée de deux mois dans ce même domaine. La formation des autres personnels, le transport, les indemnités et la remise en état des bureaux seront pris en charge.
- b) **Santé et production animale.** Pour étayer les investissements visant à accroître la productivité des parcours, les services de santé animale seront renforcés grâce à l'amélioration des stations vétérinaires. Les communautés des régions où des zones interdites au bétail seront créées et pourront sélectionner des agents villageois d'élevage, dont le projet financera la formation et qui seront équipés d'un matériel de base. Par ailleurs, on cherchera des débouchés pour la commercialisation du bétail de manière à améliorer les recettes tirées de la production animale. Enfin, chaque année, 500 ménages pauvres dirigés par une femme recevront du petit bétail et peut-être des volailles. Le renforcement des capacités qui doit être mis en œuvre au Ministère de l'agriculture comprendra: des cours de maîtrise de sciences pour former un vétérinaire et des cours de courte durée pour des assistants vétérinaires, des techniciens de laboratoire et des techniciens de santé animale, ainsi qu'une formation à l'entretien des réfrigérateurs solaires destinée aux techniciens vétérinaires.
- c) **Production végétale.** Cette sous-composante offrira des perspectives pour les investissements dans la production végétale visant à faire un meilleur usage des ressources en terre et en eau, à des fins de production vivrière destinée à la consommation familiale et à la vente sur place. Le projet financera: des petits réseaux d'irrigation de crue fonctionnant avec des ouvrages de dérivation améliorés construits



avec des broussailles ou de la terre; des activités d'horticulture sur une très petite échelle qui devraient être gérées par les femmes et utiliser l'eau provenant de puits ou de forages actionnés avec des pompes manuelles pour la production maraîchère; des structures de conservation des sols et de l'eau, telles que les diguettes construites en terre ou en broussailles, la construction de terrasses, l'aménagement des microbassins versants, la plantation de vétiver pour réduire le ruissellement de l'eau et accroître l'infiltration; enfin, une formation à l'intention des groupements d'irrigants et des comités de conservation des sols et de l'eau. Des ingénieurs attachés au Ministère de l'agriculture, financés par le projet, aideront les associations d'irrigants à mettre en œuvre les activités de conservation des sols et de l'eau. Il est nécessaire de renforcer les capacités, ce qui suppose notamment d'assurer aux ingénieurs du ministère une formation en matière de conception des digues, évaluation du débit des crues, gestion des contrats et préparation de manuels pour l'irrigation de crue et la conservation des sols et de l'eau. Les travaux seront entrepris par les agriculteurs avec un fort apport de main-d'œuvre ou sous-traités au secteur privé.

- d) **Transfert des techniques culturelles.** Cette sous-composante permettra aux communautés d'augmenter considérablement la productivité pendant le projet, s'agissant essentiellement de la production végétale des terres arides destinée à la consommation familiale. Il sera possible de mener les activités suivantes: démonstration et vulgarisation agricoles dans les champs des paysans, avec la formation du personnel et un appui limité et de durée déterminée aux paysans-relais; production d'émissions de radio et de vidéos pour appuyer les activités de vulgarisation. Les communautés désigneront les hommes et les femmes qui serviront de paysans-relais et qui aideront les groupements d'utilisateurs à adopter les techniques améliorées. Le personnel du Ministère de l'agriculture recevra dans les champs des paysans une formation aux techniques de vulgarisation, aux technologies culturelles et à l'analyse de l'eau. Les activités de formation seront conçues par le coordonnateur de la vulgarisation affecté au Ministère de l'agriculture, appuyé de temps à autre par un formateur international en vulgarisation. Les agriculteurs recevront une formation à l'exploitation et à l'entretien des pompes, à la conservation des sols et de l'eau, à la gestion de l'eau, etc. Les activités tiendront compte des initiatives actuelles de recherche et de vulgarisation; l'approche adoptée sera compatible avec les activités similaires en cours et les complétera.

28. On aura recours pour les investissements réalisés dans les villages à l'imagerie par satellite couvrant l'ensemble de la *zoba*, mise au point au moment du démarrage du projet. Dans le cadre de l'accord de participation conclu avec les communautés, la formation relative au processus de facilitation sera entreprise en même temps que le renforcement des capacités à l'échelon de la *zoba* et des sous-*zobas*. Les communautés fourniront la main-d'œuvre et seront responsables des investissements effectués au titre du projet. Les ouvrages mis en place, dont le coût ne devra pas dépasser un certain plafond, seront conçus de manière à ce que les communautés puissent assurer leur gestion et leur entretien ultérieurs de la manière la plus autonome possible.

### Services sociaux

29. Cette composante a pour objectif d'améliorer la santé de la population rurale et son accès à l'eau potable. Des fonds seront mis à disposition pour les trois sous-composantes suivantes:

- a) **Services de santé publique de la *zoba*.** Les équipements de santé publique seront modernisés si nécessaire et les compétences du personnel des centres de santé et des postes sanitaires en matière de diagnostic et de soins de santé seront améliorées dans l'ensemble de la *zoba*. Le projet financera les améliorations apportées au fonctionnement des postes sanitaires et des centres de santé, notamment la modernisation des installations si nécessaire et les cours de recyclage à l'intention des assistants sanitaires et des



infirmières. Les services de santé maternelle et infantile seront améliorés moyennant: des services de vaccination pour les communautés isolées; le dépistage systématique dans les centres de soins prénatals, avec la distribution aux femmes enceintes de comprimés de fer et d'un traitement prophylactique contre le paludisme pendant la saison de forte transmission; la fourniture d'un véhicule pour les activités d'éducation sanitaire; enfin, une information nutritionnelle pour les mères fréquentant les dispensaires prénatals et les centres de protection de l'enfance. L'équipe de gestion des activités sanitaires de la *zoba* recevra une formation, du matériel de bureau et des moyens de transport.

- b) **Services communautaires de santé.** Ces services seront améliorés si nécessaire dans les villages où un appui est prévu pour l'alimentation en eau à des fins de production animale et végétale. Un comité de pilotage des activités sanitaires des sous-*zobas* sera constitué; il comprendra les présidents des comités villageois de santé, qui seront créés le cas échéant. Les accoucheuses traditionnelles non qualifiées recevront une formation de manière à ce qu'il y ait au moins une accoucheuse traditionnelle formée dans chaque communauté participante. Des cours de recyclage annuels seront dispensés à ces accoucheuses qui recevront des trousseaux de matériel médical simple pour les accouchements ainsi qu'une éducation sanitaire. La formation des agents sanitaires actuels spécialistes du paludisme sera élargie de manière à inclure d'autres maladies (diarrhée, premiers symptômes de la tuberculose, etc.) et des agents supplémentaires seront formés pour qu'il y ait au moins un agent sanitaire villageois dans chaque village. Ces agents sanitaires recevront des médicaments antipaludiques, des sels de réhydratation par voie orale, etc. Les accoucheuses traditionnelles et les agents sanitaires villageois bénéficieront également d'une formation en hygiène du milieu, et des matériaux seront fournis pour la construction de latrines.
- c) **Alimentation en eau potable.** Lorsque cela est techniquement réalisable, et à la demande des communautés, on installera des systèmes d'alimentation en eau potable ou on remettra en état les réseaux existants. Une formation à l'exploitation et à l'entretien sera assurée aux groupements d'usagers des communautés. Les critères de sélection pour la construction ou la remise en état sont les suivants: problèmes chroniques d'alimentation en eau; consentement des communautés à assumer la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements; enfin, rentabilité. Les travaux seront effectués selon les procédures de sous-traitance agréées et supervisés par les services des infrastructures de la *zoba*, qui bénéficieront d'une formation, d'une aide technique de courte durée et de moyens de transport.

30. Les investissements au titre de la sous-composante services de santé publique de la *zoba* seront mis en œuvre par le Ministère de la santé. Les investissements au titre des composantes services communautaires de santé et alimentation en eau potable seront réalisés par le Ministère de la santé et par les services des infrastructures de la *zoba*, et coordonnés avec les autres investissements à l'échelon des villages en coopération avec les facilitateurs locaux et le personnel des sous-*zoba* associés au processus de facilitation.

### Coordination du projet

31. Cette composante permettra à l'administration de la *zoba* de s'acquitter de ses tâches de coordination et d'établissement de rapports et contribuera à renforcer sa capacité à coordonner les initiatives des communautés à l'avenir. Le projet financera la création et le fonctionnement d'une unité de coordination du projet (UCP) composée de 11 personnes. L'UCP sera dirigée par le chef du service du développement économique de l'administration de la *zoba*. Son personnel comprendra: un coordonnateur adjoint, un contrôleur financier, un comptable, un responsable de la planification, un responsable du suivi et cinq agents d'appoint. Par ailleurs, les éléments suivants seront fournis:

matériel de bureau, deux véhicules et deux motocyclettes, formation du personnel et assistance technique pour le démarrage du projet, salaires et indemnités, ressources pour les évaluations de l'impact et les ateliers de suivi annuels, vérifications des comptes, formation en gestion à l'intention de l'administration de la *zoba* et supervision à l'échelon national du suivi effectué par l'UCP.

### D. Coûts et financement

32. Le coût total du projet sur six ans, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 16,14 millions de USD dont 48% (7,67 millions de USD) en devises. Les coûts de base totaux sont évalués à 14,24 millions de USD, les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers se montant à 669 000 USD (5% des coûts de base) et 1,23 million de USD (9%) respectivement. Les coûts du projet sont récapitulés au tableau 1. Le coût par ménage appartenant au groupe cible, établi sur la base de sept sous-*zobas*, est de 544 USD sur six ans, soit 147 USD par personne, c'est-à-dire 25 USD par personne et par an.

33. Le projet sera financé par un prêt du FIDA, d'un montant de 10,00 millions de USD, par un don de 3,46 millions de USD accordé par le PC-FBS pour assurer le financement extérieur nécessaire à la composante services sociaux, et par les contributions du gouvernement et des bénéficiaires, qui s'élèvent respectivement à 1,35 million de USD et 1,33 million de USD. Le plan de financement est présenté au tableau 2.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Facilitation du projet</b>	<b>561</b>	<b>374</b>	<b>935</b>	<b>40</b>	<b>7</b>
<b>B. Élevage et agronomie</b>					
1. Mise en valeur des parcours	1 402	1 605	3 006	53	21
2. Santé et production animales	955	815	1 770	46	12
3. Production végétale	1 813	720	2 533	28	18
4. Transfert des techniques culturales	687	592	1 279	46	9
<b>Total partiel</b>	<b>4 856</b>	<b>3 732</b>	<b>8 589</b>	<b>43</b>	<b>60</b>
<b>C. Services sociaux</b>					
1. Services de santé publique de la <i>Zoba</i>	538	1 172	1 710	69	12
2. Services communautaires de santé	139	292	431	68	3
3. Alimentation en eau potable	634	688	1 322	52	9
<b>Total partiel</b>	<b>1 311</b>	<b>2 152</b>	<b>3 463</b>	<b>62</b>	<b>24</b>
<b>D. Coordination du projet</b>	<b>728</b>	<b>528</b>	<b>1 257</b>	<b>42</b>	<b>9</b>
<b>Total coûts de base</b>	<b>7 457</b>	<b>6 786</b>	<b>14 244</b>	<b>48</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	306	363	669	54	5
Provision pour aléas financiers	704	523	1 227	43	9
<b>Total coût du projet</b>	<b>8 468</b>	<b>7 673</b>	<b>16 140</b>	<b>48</b>	<b>113</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		PC-FBS		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Facilitation du projet	952	94,0	-	-	60	6,0	-	-	1 012	6,3	399	552	60
B. Élevage et agriculture													
1. Mise en valeur des parcours	2 666	77,6	-	-	182	5,3	586	17,1	3 434	21,3	1 826	1 426	182
2. Santé et production animale	1 643	84,2	-	-	308	15,8	-	-	1 951	12,1	902	877	172
3. Production végétale	2 208	74,1	-	-	116	3,9	655	22,0	2 979	18,5	840	2 024	116
4. Transfert des techniques culturelles	1 273	91,1	-	-	125	8,9	-	-	1 398	8,7	642	631	125
<b>Total partiel</b>	<b>7 791</b>	<b>79,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>731</b>	<b>7,5</b>	<b>1 241</b>	<b>12,7</b>	<b>9 762</b>	<b>60,5</b>	<b>4 209</b>	<b>4 958</b>	<b>595</b>
C. Services sociaux													
1. Services de santé publique de la <i>zoba</i>	-	-	1 598	81,5	363	18,5	-	-	1 961	12,1	1 346	504	112
2. Services communautaires de santé	-	-	413	86,3	27	5,6	39	8,1	479	3,0	330	133	16
3. Alimentation en eau potable	-	-	1 447	92,4	70	4,5	48	3,1	1 566	9,7	822	673	70
<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 459</b>	<b>86,3</b>	<b>460</b>	<b>11,5</b>	<b>87</b>	<b>2,2</b>	<b>4 006</b>	<b>24,8</b>	<b>2 498</b>	<b>1 310</b>	<b>198</b>
D. Coordination du projet	1 258	92,5	-	-	103	7,5	-	-	1 360	8,4	566	692	103
<b>Total décaissements</b>	<b>10 000</b>	<b>62,0</b>	<b>3 459</b>	<b>21,4</b>	<b>1 353</b>	<b>8,4</b>	<b>1 328</b>	<b>8,2</b>	<b>16 140</b>	<b>100,0</b>	<b>7 673</b>	<b>7 512</b>	<b>956</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres



## E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

34. **Passation des marchés.** Les marchés de biens et de services financés par le prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du Fonds en la matière. Aucun marché pouvant faire l'objet d'un appel d'offres international n'est prévu au titre du projet. Les contrats individuels d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD seront attribués après consultation de fournisseurs à l'échelon local, tandis que ceux dont le montant dépasse l'équivalent de 20 000 USD suivront les procédures d'appel d'offres local et seront ouverts aux fournisseurs internationaux. Les contrats d'un montant égal ou supérieur à l'équivalent de 60 000 USD feront l'objet d'un examen préalable par l'UNOPS. Lorsque cela est possible, les contrats seront regroupés en lots assez importants pour que la passation des marchés soit rentable. L'UCP sera chargée de l'achat initial des véhicules, des motocyclettes et des ordinateurs, tandis que la responsabilité des contrats concernant tous les autres biens, les travaux de génie civil et les services financés par le prêt du FIDA incombera à l'UCP ou aux organismes d'exécution de la *zoba*. Le recrutement des consultants se fera conformément aux procédures de passation des marchés de l'UNOPS. Des procédures d'adjudication directe seront appliquées pour les petits dispositifs de conservation des sols et de l'eau et d'irrigation de crue.

35. **Décaissements.** Afin que les fonds nécessaires à l'exécution du projet soient immédiatement disponibles, le gouvernement ouvrira auprès d'une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA, un compte spécial pour le prêt, libellé en dollars des États-Unis, que le Ministère des finances gèrera. Dès l'entrée en vigueur de l'accord de prêt, le FIDA déposera sur ce compte la somme nécessaire pour préfinancer la part des dépenses autorisées incombant au Fonds, estimée approximativement à 1,30 million de USD pour six mois. Le compte spécial sera réapprovisionné en fonction des demandes périodiques de prélèvement accompagnées des pièces justificatives appropriées, approuvées par le Ministère des finances et par l'UNOPS. Les versements provenant du compte spécial seront effectués sur le compte du projet libellé en monnaie locale, ouvert auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA et géré par l'UCP avec la signature du coordonnateur de projet et du contrôleur financier.

36. L'UCP et chaque organisme d'exécution rassembleront et récapituleront les dépenses autorisées du projet pour les activités qui sont de leur ressort. L'UCP préparera, examinera, récapitulera et présentera les demandes de prélèvement venant des bureaux du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé et des services des infrastructures de la *zoba*, ainsi que les demandes de prélèvement concernant ses propres dépenses autorisées en vue d'un remboursement ou d'un réapprovisionnement. Le coordonnateur du projet et le Ministère des collectivités locales signeront les demandes de prélèvement. Le coordonnateur et le contrôleur financier seront autorisés à signer les prélèvements effectués sur le compte du projet. Les responsables de la *zoba* du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé seront autorisés à signer les prélèvements effectués sur les comptes auxiliaires. L'UCP conservera les documents utiles concernant les décaissements pour les travaux publics, les véhicules, l'équipement et les contrats qu'il n'est pas nécessaire d'accompagner de pièces justificatives détaillées et les tiendra à la disposition des missions de supervision et des vérificateurs des comptes.

37. **Comptabilité.** Avant l'entrée en vigueur du prêt et avant le versement du dépôt initial sur le compte spécial, le Ministère des collectivités locales et l'administration de la *zoba* mettront en place les systèmes de comptabilité et de contrôle interne du projet. L'UCP et chaque organisme d'exécution tiendront des comptes et des registres financiers appropriés. Ces comptes, qui seront en règle générale conformes aux pratiques comptables agréées, feront apparaître l'avancement du projet et mettront en évidence les ressources, les opérations et les dépenses. Ils feront état de toutes les transactions financières effectuées pendant le projet, par composante et par catégorie type de dépenses, en séparant les fonds du prêt de la contribution du gouvernement.



38. **Vérification des comptes.** Des commissaires aux comptes ayant l'agrément du FIDA vérifieront les comptes du projet chaque année. En consultation avec le Ministère des finances, le Ministère des collectivités locales nommera ce commissaire aux comptes dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur du prêt. La vérification se fera selon un mode de présentation convenu avec le FIDA, comprendra des avis distincts sur les relevés des dépenses et les opérations des comptes spéciaux et du projet, et sera présentée au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque année budgétaire. Le rapport correspondant sera présenté sous sa forme non abrégée et comprendra une lettre distincte sur la gestion à laquelle l'UCP répondra, cette réponse étant soumise au FIDA dans le mois suivant la réception des comptes vérifiés.

## F. Organisation et gestion

39. La responsabilité de l'exécution incombera à l'Administration de la *zoba* de Gash Barka, où sera établie l'UCP, auprès du service du développement économique. Dans la région de Gash Barka, les institutions qui interviendront seront les administrations de la *zoba* et des sous-*zobas*, notamment le service du développement économique et les services des infrastructures de la *zoba* à l'échelon de la *zoba*, ainsi que le coordonnateur de projet à l'échelon des sous-*zobas*, le personnel du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé de la *zoba* et des sous-*zobas*, et les administrateurs villageois, les chefs des communautés et les groupements ou comités d'usagers au niveau des villages. Les entrepreneurs du secteur privé et les groupements communautaires ou villageois exécuteront les travaux de construction. Les institutions à l'échelon national assureront les services et le soutien pour les techniques et la formation, selon les besoins. À Asmara, le Ministère des collectivités locales servira de point de contact et assurera également la présidence des réunions annuelles d'un comité de pilotage comprenant des hauts fonctionnaires de l'Administration de la *zoba* de Gash Barka du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé, du Ministère des terres, de l'eau et de l'environnement, et du Ministère des finances<sup>3</sup>.

## G. Justification économique

40. Des budgets agricoles ont été élaborés pour analyser l'impact des activités du projet sur le revenu des ménages démunis cultivant 1,5 hectare. Les modèles font apparaître des rendements du travail élevés, des rendements additionnels élevés pour chaque jour de travail supplémentaire, et d'importantes augmentations des revenus agricoles. Actuellement, les ménages démunis ne sont pas autosuffisants pour ce qui concerne leur production céréalière au cours d'une année moyenne, mais ils pourraient le devenir grâce au projet. S'agissant des plus pauvres, les ménages dirigés par une femme comprenant un adulte, qui recevront cinq chèvres, verront leurs revenus augmenter de 63%. D'importantes mesures d'incitation à adopter les pratiques améliorées seront proposées et les agriculteurs pourront contribuer aux investissements. Les besoins supplémentaires de main-d'œuvre étant très limités, la participation ne s'en trouvera pas réduite. Par ailleurs, les investissements dans les services de santé et l'alimentation en eau potable accroîtront la disponibilité de main-d'œuvre familiale.

41. La viabilité économique du projet a été étudiée sur 20 ans. Le taux de rentabilité économique, estimé à 11%, tomberait à 10% si les avantages étaient inférieurs de 15% ou les coûts supérieurs de 14%. Outre ceux qui sont pris en compte dans le calcul, certains avantages ne sont pas quantifiés, notamment la récupération du temps auparavant consacré à la collecte de l'eau et les avantages en matière de santé et de nutrition, autres que ceux associés à la disponibilité accrue de main-d'œuvre.

---

<sup>3</sup> La structure organique du projet est présentée à l'appendice V.

## **H. Risques**

42. Aucun risque technique important n'est associé aux activités du projet. Les travaux d'équipement seront simples et peu onéreux. Le projet doit faire face à trois principaux risques. Premièrement, la capacité institutionnelle de la *zoba* de Gash Barka est insuffisante. En conséquence, l'exécution du projet pourrait suivre une approche du haut vers le bas et les investissements pourraient être mal adaptés aux priorités locales. Deuxièmement, l'irrégularité des précipitations constitue un risque pour la production végétale et animale et pour les revenus des ménages. Troisièmement, on a constaté à l'usage que les agriculteurs pourraient ne pas être disposés à contribuer aux investissements dans les ouvrages d'irrigation, de conservation des sols et de l'eau, et dans les systèmes d'alimentation en eau, ni à assumer la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien. Compte tenu de ces risques, des mesures d'atténuation des effets ont été intégrées aux dispositifs d'organisation et de gestion du projet et aux modalités d'intervention. Enfin, les hostilités pourraient reprendre, ce qui entraînerait de nouveau des déplacements de populations et empêcherait toute activité de développement. Cette situation ne peut être maîtrisée dans le cadre de la conception du projet.

## **I. Impact sur l'environnement**

43. Les propositions de développement sont viables et ne nécessitent pas d'avoir recours à des engrais ou à des produits chimiques à usage agricole, ni au prélèvement d'importantes quantités d'eau, à la construction de grands réservoirs ou au défrichement de la forêt. Les interventions du projet reposeront sur une exploitation des ressources naturelles plus efficace et durable et elles comprendront un appui concernant la conservation des sols et de l'eau, l'amélioration des parcours, les techniques de collecte de l'eau et l'utilisation de techniques de production végétale et de variétés améliorées. Les interventions concernant la mise en valeur des ressources en eau, notamment la petite irrigation, sont principalement fondées sur les pompes manuelles afin d'éviter le prélèvement excessif de l'eau. D'après l'analyse de la situation et de l'impact écologiques préparée pendant la formulation, le projet est classé dans la catégorie "B". Afin de respecter les règlements érythréens, le Ministère de l'agriculture de la *zoba* de Gash Barka effectuera avant le démarrage du projet une évaluation environnementale, pour laquelle le FIDA apportera une assistance financière.

## **J. Caractéristiques novatrices**

44. La conception du projet comporte quatre caractéristiques novatrices. La première concerne l'approche adoptée pour l'exécution, selon laquelle l'administration de la *zoba* est responsable de la planification, du financement, de l'exécution et du suivi. La deuxième a trait à l'offre de services et d'investissements induits par la communauté. Ces caractéristiques contrastent avec les approches centralisées appliquées dans nombre de projets précédents. Troisièmement, la conception du projet prévoit des activités de suivi et d'évaluation de l'impact par les bénéficiaires, directement liées aux objectifs et aux résultats. Enfin, le projet intègre des investissements directement productifs et des services associés en matière d'élevage et d'agriculture dans des investissements destinés à améliorer les services de soins de santé primaires et communautaires et l'alimentation en eau potable.

## **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

45. Un accord de prêt entre l'État d'Érythrée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

46. L'État d'Érythrée est habilité, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



47. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

#### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à l'État d'Érythrée un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions cent mille droits de tirage spéciaux (8 100 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 28 mars 2002)

1. a) L'administration de la *Zoba* de Gash Barka ("agent principal du projet") ouvrira puis maintiendra à la succursale de Barentu d'une banque commerciale agréée par le FIDA, un compte courant libellé en nafkas érythréens (ERN) pour les opérations du projet ("compte du projet"). Après avoir reçu la procuration ou l'habilitation de l'administrateur de la *zoba* de Gash Barka (AZ), l'UCP sera pleinement autorisée à utiliser le compte du projet. Le coordonnateur du projet et le contrôleur financier seront les signataires autorisés pour ce compte.

b) À la demande du coordonnateur du projet et sur la base des plans de travail et budgets annuels, le Ministère des finances avancera chaque trimestre au compte du projet les fonds nécessaires pour les opérations du projet au cours du trimestre suivant en les prélevant sur le compte spécial et les fonds de contrepartie du Gouvernement de l'État d'Érythrée (le "Gouvernement").

2. a) Les comptes de fonctionnement libellés en ERN ci-après seront ouverts et maintenus auprès de la succursale à Barentu d'une banque commerciale agréée par le FIDA:

i) Le bureau du Ministère de l'agriculture pour la *zoba* ouvrira et maintiendra un compte courant pour les opérations du projet concernant la composante élevage et agriculture ("sous-compte du projet du Ministère de l'agriculture"). Le responsable du ministère au niveau de la *zoba* sera pleinement habilité à utiliser ce sous-compte du projet.

ii) Le bureau du Ministère de la santé pour la *zoba* ouvrira et maintiendra un compte courant pour les opérations du projet concernant les sous-composantes services de santé publique et services de santé à assise communautaire de la composante services sociaux du projet ("sous-compte du projet Ministère de la santé"). Le responsable médical de la *zoba* sera pleinement habilité à utiliser ce sous-compte du projet.

Les sous-comptes du projet du Ministère de la santé et du Ministère de l'agriculture seront dénommés collectivement ci-après, le cas échéant ou lorsque le contexte l'exige, "sous-comptes du projet".

b) L'UCP avancera chaque trimestre aux sous-comptes respectifs du projet, en les prélevant sur le compte de projet, les fonds nécessaires pour les opérations du projet concernant les composantes ou sous-composantes qui doivent être financées au cours du prochain semestre et conformément aux programmes de travail et budgets annuels.

3. Le Gouvernement fera en sorte que le rapport annuel de vérification des comptes du projet soit présenté sous forme détaillée et repose sur des états financiers établis conformément aux normes comptables internationales et qu'il reflète fidèlement l'état d'avancement et les opérations du projet. Le rapport d'audit devra, entre autres, faire mention a) des états de dépenses et b) de l'utilisation du compte spécial, du compte du projet, des sous-comptes du projet et comporter une lettre de recommandations séparée. La réponse du Gouvernement à la lettre de recommandations du commissaire aux comptes sera soumise au FIDA dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport d'audit par le Gouvernement.



4. Dans un délai de 90 jours à compter de l'entrée en vigueur, le Gouvernement sélectionnera un commissaire aux comptes indépendant conformément aux procédures et critères convenus par le Gouvernement et le FIDA pour vérifier les comptes relatifs au projet. La sélection devra être examinée au préalable et approuvée par le FIDA.
5. L'UCP et chacune des parties au projet tiendront des registres financiers et des comptes appropriés en conformité avec les systèmes du Gouvernement. Les comptes seront tenus conformément aux principes comptables généralement admis. Ils reflèteront l'avancement du projet au plan financier en précisant les sources de financement, les ressources disponibles, les opérations et les dépenses. Les comptes du projet indiqueront en détail toutes les transactions financières pendant la période d'exécution, y compris les opérations financées par le prêt du FIDA, les contributions du Gouvernement, les contributions des bénéficiaires et tous autres fonds reçus aux fins d'exécution du projet, et ventileront le financement par composante du projet et par catégorie de dépenses. Les comptes du projet seront tenus séparément des comptes habituels du budget ou des comptes d'autres projets à financement externe.
6. Dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur, l'UCP mettra en place un système de suivi et d'évaluation (S&E) pour le projet. Ce système devra notamment rendre compte de l'évaluation de l'impact du projet par les bénéficiaires. L'UCP sera chargée d'assurer le fonctionnement du système de S&E, de récapituler l'évaluation annuelle de l'impact par les bénéficiaires, et de préparer le bilan à mi-parcours et l'évaluation terminale du projet.
7. Les instructions concernant l'examen à mi-parcours prévoiront au minimum un examen des réalisations et des contraintes du projet, en ce qui concerne, en particulier: a) la performance de la composante élevage et agriculture et son impact; b) la performance du processus de facilitation au niveau des communautés et des arrangements relatifs à l'exécution décentralisée; c) l'évaluation par les bénéficiaires de l'impact et de la performance du projet; d) la performance des groupes d'utilisateurs en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien des infrastructures financées par le projet; e) les besoins à venir d'assistance technique; f) enfin, la performance et l'impact des programmes d'élevage avicole financés par les donateurs.
8. L'UCP établira un rapport terminal provisoire qu'elle soumettra dans un délai de quatre mois à compter de la date d'achèvement du projet, au Gouvernement et au FIDA pour échanges de vues et commentaires. L'UCP tiendra compte de ces échanges de vues et commentaires dans la version définitive du rapport terminal du projet.
9. Le Gouvernement veillera à ce que le projet soit mis en œuvre dans le cadre des objectifs, des approches et de la stratégie convenus pour le projet et continuera de promouvoir des activités de développement à assise communautaire fondées sur l'expérience des communautés et les possibilités identifiées au niveau local. En outre, le Gouvernement continuera d'œuvrer pour offrir des perspectives intéressantes à tous les groupes de villageois, y compris les fractions les plus pauvres et les femmes, qui soient compatibles avec ses propres politiques et avec le mandat du FIDA.
10. Le Gouvernement s'engage à renforcer la capacité technique et administrative des institutions publiques installées dans la *zoba* qui peuvent appuyer les activités de développement à assise communautaire.
11. Le Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour détacher, à temps partiel (trois jours par semaine), des coordonnateurs de projet de sous-*zoba* dans les sous-*zoba* sélectionnées afin qu'ils secondent le groupe de facilitation, prennent part à ses travaux et assurent la liaison avec le personnel technique du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé pour la sous-*zoba*.



12. a) Le Gouvernement mettra à disposition, sous la forme de détachement de personnel, transfert ou emploi contractuel, des agents de projet qualifiés en effectifs suffisants, et comme convenu avec le FIDA, pour les bureaux de *zoba* et de sous-*zoba* du Ministère de l'agriculture et des services d'infrastructures de la *zoba*.

b) Le Gouvernement fera en sorte que le Ministère de la santé dote les dispensaires et les centres de santé de la zone du projet des effectifs complémentaires qualifiés nécessaires.

13. L'agent principal du projet travaillera en coordination avec les autres organismes et donateurs internationaux intervenant dans la zone du projet pour veiller à l'adoption de politiques uniformes pour le ou les secteur(s) et activités également mises en œuvre par le projet. L'agent principal fera en sorte que les activités du projet soient coordonnées avec les initiatives connexes entreprises dans la zone du projet.

14. Le Gouvernement s'engage à continuer, après la date d'achèvement du projet, d'assurer les services de santé et à maintenir les unités d'exploitation et les unités techniques créées dans le cadre du projet aux fins des services vétérinaires et de l'agent principal du projet.

15. L'agent principal du projet assurera le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques habituelles en vigueur dans la fonction publique nationale.

16. Les ménages dirigés par une femme, qui figurent souvent parmi les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire parce qu'ils manquent de main-d'œuvre et d'animaux de trait pour les cultures, constitueront un sous-groupe cible important. En outre, le projet favorisera la participation des femmes aux prises de décisions communautaires. La problématique hommes-femmes sera dûment intégrée dans le projet car tous les programmes de formation du personnel comporteront une sensibilisation à ce problème assurée par des spécialistes. Les activités de formation et de vulgarisation seront destinées aux responsables d'une activité particulière sans distinction de sexe. L'apprentissage du calcul et de la lecture sera orienté plus particulièrement vers les femmes dont les taux d'alphabétisation sont plus bas que ceux des hommes. En outre, les facilitateurs à l'échelon local recevront, dans le cadre du renforcement de leurs capacités, une formation dispensée par des spécialistes locaux de la problématique hommes-femmes afin qu'ils soient en mesure d'aider les femmes à jouer un plus grand rôle dans les décisions à l'échelon des communautés et des groupes d'utilisateurs.

17. a) Le Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les fonds de contrepartie qu'il doit fournir au projet soient pris en compte dans son programme annuel d'investissements publics et soient inscrits au budget annuel de l'agent principal du projet pour chaque année de la période d'exécution. Ces fonds de contrepartie seront, conformément au programme de travail et budget de chaque année du projet, utilisés entre autres pour couvrir les exemptions de taxes et les dépenses renouvelables. Le Gouvernement veillera en outre à ce que ses fonds de contrepartie soient englobés dans le budget annuel de l'agent principal du projet et mis chaque année à la disposition de l'agent pendant toute la période d'exécution du projet, conformément aux programmes de travail et budgets annuels.

b) Le Gouvernement virera, par l'intermédiaire du Ministère des finances, les fonds de contrepartie aux trésoreries provinciales afin de financer la part du coût des activités du projet qui est à sa charge et des exonérations de taxe.

18. Le Gouvernement mettra en place le comité de pilotage du projet dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur.



19. L'agent principal du projet soumettra le manuel d'exécution du projet au FIDA pour commentaires et approbation dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur.

20. Les faits suivants figurent dans l'accord de prêt du projet comme motifs supplémentaires de suspension:

- a) Le manuel d'exécution du projet ou l'une quelconque de ses dispositions a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA et le Fonds a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu ou risque d'avoir des conséquences matérielles défavorables sur le projet.
- b) Le FIDA a établi que les avantages matériels du projet ne parviennent pas au groupe cible, ou profitent à des personnes ne faisant pas partie de ce groupe.
- c) Le FIDA a établi que le projet n'est pas mis en œuvre avec la pleine participation des parties prenantes, en particulier du groupe cible, à la planification, l'exécution et l'évaluation de l'impact des interventions du projet.
- d) Le FIDA a établi que l'abrogation, l'invalidation, la suspension, l'amendement ou tout autre changement apporté à la loi n° 86/1996 (Proclamation concernant la mise en place des administrations régionales) ou à toute autre loi de l'État d'Érythrée a eu ou risque d'avoir des conséquences matérielles défavorables sur le projet ou sur les obligations incombant à une quelconque partie au projet en vertu des documents relatifs au prêt.

21. Aucun décaissement de fonds du prêt ne sera effectué au titre des dépenses du projet en faveur d'une communauté sélectionnée pour l'exécution du projet tant que l'accord tripartite entre la communauté, l'UCP et l'administration compétente de la sous-*zoba* (accord fondé sur un modèle approuvé par le FIDA et conforme pour l'essentiel à ce modèle), n'a été dûment signé par toutes les parties intéressées, que toutes les approbations appropriées et nécessaires (dont, le cas échéant, la ratification) n'ont été obtenues et que toutes les conditions préalables (le cas échéant) n'ont été remplies.

22. L'entrée en vigueur de l'accord de prêt du projet est subordonnée aux conditions préalables suivantes:

- a) l'agent principal du projet a établi l'UCP et dûment nommé un coordonnateur de projet, un coordonnateur adjoint de projet et un contrôleur financier jugés acceptables par le FIDA, conformément aux dispositions de l'accord de prêt du projet;
- b) le Ministère des collectivités locales a désigné un de ses fonctionnaires comme point de contact pour le projet au niveau national;
- c) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial, l'agent principal du projet a dûment ouvert le compte du projet et l'administration de la *zoba* a accordé toutes les autorisations ou procurations nécessaires à l'UCP pour utiliser le compte du projet;
- d) les sous-comptes du projet ont été dûment ouverts;
- e) l'agent principal du projet a mis en place les systèmes initiaux de comptabilité et de contrôle interne du projet à la satisfaction du FIDA;



ANNEXE

- f) le Gouvernement a confirmé la disponibilité de ses fonds de contrepartie pour la première année du projet;
- g) le Gouvernement a sélectionné les quatre autres sous-*zoba* qui participeront au projet et le FIDA a approuvé ce choix;
- h) l'accord de prêt du projet a été dûment signé et la signature et l'application dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- i) un avis juridique favorable a été communiqué par le Gouvernement au FIDA.

## APPENDIX I

COUNTRY DATA  
ERITREA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1997<sup>(1)</sup></b>	101	<b>GNI per capita (USD) 1999<sup>(4)</sup></b>	200
<b>Total population (million) 1999<sup>(4)</sup></b>	4.0	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98<sup>(2)</sup></b>	2.2 <sup>(a)</sup>
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1998<sup>(1)</sup></b>	38	<b>Average annual rate of inflation (%) 1990-98<sup>(2)</sup></b>	10.1 <sup>(a)</sup>
<b>Local currency</b> Nakfa (ERN)		<b>Exchange rate (October 2001)</b>	USD 1.00 = ERN 13.5
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate; %) 1980-98 <sup>(1)</sup>	2.7	GDP (USD million) 1999 <sup>(4)</sup>	645
Crude birth rate (per 1000 people) 1998 <sup>(1)</sup>	40	Average annual rate of growth of GDP <sup>(1)</sup> (%)	
Crude death rate (per 1000 people) 1998 <sup>(1)</sup>	12	1980-90	n.a.
Infant mortality rate (per 1000 live births) 1998 <sup>(1)</sup>	61	1990-98	5.2 <sup>(a)</sup>
Life expectancy at birth (years) 1998 <sup>(1)</sup>	51	Sectoral distribution of GDP, 1998 <sup>(1)</sup>	
Number of rural poor (million) (approximate) <sup>(1)</sup>	n.a.	% agriculture	9 <sup>(a)</sup>
Poor as % of total rural population <sup>(1)</sup>	n.a.	% industry	30 <sup>(a)</sup>
Total labour force (million) 1998 <sup>(1)</sup>	1.9	of which % manufacturing	16 <sup>(a)</sup>
Female labour force as % of total, 1998 <sup>(1)</sup>	47	% services	61 <sup>(a)</sup>
<b>Education</b>		Consumption, 1998 <sup>(1)</sup>	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 <sup>(1)</sup>	53 <sup>(a)</sup>	General government consumption (as % of GDP)	48
Adult literacy rate (%; age 15 and above) 1998 <sup>(3)</sup>	52	Private consumption (as % of GDP)	81
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 <sup>(3)</sup>	1 622	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Prevalence of child malnutrition (height for age; % of children under 5) 1992-98 <sup>(1)</sup>	38	Merchandise exports, 1998 <sup>(1)</sup>	n.a.
Prevalence of child malnutrition (weight for age; % of children under 5) 1992-98 <sup>(1)</sup>	44	Merchandise imports, 1998 <sup>(1)</sup>	n.a.
<b>Health</b>		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 <sup>(1)</sup>	2.0	n.a.	
Physicians (per thousand people) 1990-98 <sup>(1)</sup>	0.02	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-98 <sup>(3)</sup>	32	before official transfers, 1998 <sup>(1)</sup>	-454
Percentage population without access to health services 1981-93 <sup>(3)</sup>	0	after official transfers, 1998 <sup>(1)</sup>	-216
Percentage population without access to sanitation 1990-98 <sup>(3)</sup>	n.a.	Foreign direct investment, 1998 <sup>(1)</sup>	0.0
<b>Agriculture and Food</b>		<b>Government Finance</b>	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 <sup>(1)</sup>	n.a.	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 <sup>(1)</sup>	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 <sup>(1)</sup>	109	Total expenditure (% of GDP) 1997 <sup>(1)</sup>	n.a.
Food production index (1989-91=100) 1996-98 <sup>(1)</sup>	114.6	Total external debt (USD million) 1998 <sup>(1)</sup>	149
<b>Land Use</b>		Present value of debt (as % of GNP) 1998 <sup>(1)</sup>	12
Arable land as % of land area, 1997 <sup>(1)</sup>	3.9	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 <sup>(1)</sup>	1.5
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 <sup>(1)</sup>	3	Nominal lending rate of banks, 1998 <sup>(1)</sup>	n.a.
Forest area as % of total land area, 1995 <sup>(1)</sup>	2.8	Nominal deposit rate of banks, 1998 <sup>(1)</sup>	n.a.
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 <sup>(1)</sup>	7.0		

## NOTES:

n.a. = not available.

(a) = Data are for years or periods other than those specified.

## SOURCES:

(1) World Bank, *World Development Report*, 2000(2) World Bank, *Atlas*, 2000(3) UNDP, *Human Development Report*, 2000(4) World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

## PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Approved SDR
Eastern Lowlands Wadi Development Project	IFAD	IDA	HC	05 Dec. 1994	01 Mar. 1995	30 Jun. 2003	L-1-365-ER	8 550 000

**Note:** HC = highly concessional



## LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification <sup>1</sup>	Assumptions/Risks
<p><b>Project Goal:</b> The target population's poverty is reduced through local demand-led investments in livestock, crop production and social services</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Household per capita per year grain availability in relation to the self-sufficiency level of 200 kg by 2007</li> <li>- Level of malnutrition in children &lt; 1 year of age in relation to the current level of 50%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Zoba</i> statistical reports</li> <li>- <i>Zoba</i> expenditure and consumption surveys</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hostilities do not resume</li> <li>- The frequency of crop failure does not rise</li> <li>- Absence of major economic shocks</li> </ul>
<p><b>Project Objectives:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Increased capacity of the poor to use their own resources and the services available from government and other sources to support own development initiatives and priorities</li> <li>- Poor households sustain increased food production and incomes from improvements to their livestock and crop production activities</li> <li>- Poor households in the project area enjoy a sustained improvement in their health status</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No of households in the project area with increased incomes from improved technology for crop and livestock production by project year (PY) 6 relative to USD 2/day return to labour</li> <li>- Pastoral households increase their incomes by 30% and agro-pastoral households by 25% by PY6</li> <li>- Health and nutrition indicators</li> <li>- Number of poor households increasing their use of government and other available services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project monitoring reports including impact assessments</li> <li>- Project completion report</li> <li>- <i>Zoba</i> statistical reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hostilities do not resume</li> <li>- The frequency of crop failure does not rise</li> <li>- Absence of major economic shocks</li> </ul>
<p><b>Project Outputs<sup>2</sup>:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communities and their organizations mobilized and strengthened through participatory and gender sensitive approaches with government agencies and other service providers able to respond to men and women needs expressed during the participatory planning process, in a transparent, timely and accountable manner</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % of communities having established development priorities inclusive of women's and poorer households' needs</li> <li>- % of communities with criteria to select beneficiaries</li> <li>- % of communities having defined activities plans</li> <li>- % of project committees with woman members</li> <li>- % of activities that have internal rules established and maintenance and repairs organized</li> <li>- % of committees with 3 or more numerate-literate members</li> <li>- % of committees having established fees to pay for O&amp;M costs (as applicable)</li> <li>- % of committees knowing how or where to find external resources when problems are beyond their reach</li> <li>- Number and type of activities with improvements made by smallholders and used in the design of subsequent activities</li> <li>- From PY2, sub-<i>zoba</i> administrations able to plan and implement rural development activities</li> <li>- By PY2, transparent and accountable systems and procedures introduced for decentralized planning, financing and implementation through a contracting system</li> <li>- Formulation of detailed work programmes</li> <li>- Amount of project funds misused during the project period.</li> <li>- Lessons learned and feed back to sub-<i>zoba</i>, <i>zoba</i> and central government for use in implementing decentralization</li> <li>- Expansion of other donor support</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project monitoring data</li> <li>- Beneficiary monitoring data and impact assessments</li> <li>- Community development co-ordinators' reports</li> <li>- Periodic checks by national consultants in gender awareness</li> <li>- Project annual workplans and budgets (AWPBs)</li> <li>- Project mid-term review and project completion reports</li> <li>- Audit reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Government policy on poverty alleviation through human resource development, rural development, decentralization and participatory development does not change</li> <li>- Facilitators have sufficient autonomy</li> <li>- Adequate numbers of technical and other staff are made available to the project</li> </ul>

3

<sup>1</sup> All numbers of staff and beneficiaries, groups, communities, etc., to be disaggregated by gender.

<sup>2</sup> As the project activities are demand driven, no numbers for targets are used.



Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification <sup>1</sup>	Assumptions/Risks
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Increased awareness and use throughout the project area of ways to improve the pastoral and agro-pastoral farming systems and subsequent adoption of improved methods for a sustained increase in livestock and crop production</li> <li>- Improved access for rural communities to safe drinking water and improved public and community-based health services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No. of communities reached by training, demonstration and extension services organized in response to the needs and priorities of the target communities and households.</li> <li>- No. of households employing improved livestock production technologies adapted to their circumstances and needs.</li> <li>- No. of households purchasing livestock, and increase in livestock ownership per household</li> <li>- No. of livestock kept at home</li> <li>- Area (ha) covered by expanded Voluntary Livestock Exclusion Areas (VLEAs) established under the project</li> <li>- No. of veterinary services provided</li> <li>- Area using improved technology, and yield improvement achieved</li> <li>- No. of households adopting improved crop technology specific to their location and needs by end of PY6</li> <li>- Area covered benefiting from irrigation rehabilitation and construction, and number of farmers benefiting</li> <li>- No. of contact farmers (CFs) and no. of farmers reached</li> <li>- No. of proposals for research received from farmers</li> <li>- No. of farmer and community groups engaged in soil and water conservation works, and area covered</li> <li>- No. of communities mobilizing contributions to works</li> <li>- Satisfactory community maintenance of works undertaken</li> <li>- Decreased labour requirements for water collection</li> <li>- Communities having better sanitation and hygiene</li> <li>- No. of improved health facilities</li> <li>- No. of health workers with updated diagnostic skills</li> <li>- Incidence of malaria, tuberculosis, respiratory infections, diarrhoea and childbirth complications relative to current levels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project monitoring reports</li> <li>- Zoba statistical reports</li> <li>- Project midterm review and project completion reports</li> <li>- Project monitoring data</li> <li>- Ben. monitoring data and impact assessments</li> <li>- MOH reports</li> <li>- Project MTR and PCR reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Technical support with adequate technical capacity and orientation to communities' needs will be forthcoming to assist farmers (men and women) in improving their income-earning opportunities</li> <li>- Proven and acceptable technologies, options and alternatives are available for extension</li> <li>- Facilitators adhere to Project themes and technical guidelines and adequately coordinate with <i>zoba</i>, sub-<i>zoba</i> administrations, PCU and each other</li> <li>- The target group members efficiently use market information</li> <li>- Suitable, transparent and enforceable benefit sharing arrangements for soil and water conservation and tree regeneration within communities, and target groups are willing and able to contribute to maintenance</li> <li>- Government contribution is forthcoming</li> <li>- Investment in social infrastructure remains a high priority for rural communities</li> </ul>
<p><b>Project Activities/Inputs</b></p> <p><b>1. Project Facilitation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Train <i>zoba</i> Community Development Coordinators</li> <li>- Train local facilitators and community members</li> <li>- Mobilization of and planning by selected communities</li> <li>- Literacy training</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Community Development Coordinators trained</li> <li>- No. of local facilitators and community members trained</li> <li>- No. of community having established an action plan</li> <li>- No. of persons having received literacy training</li> </ul>	<p><b>All activities:</b> Project progress reports; project AWPBs, MTR and PCR reports; beneficiary monitoring data and impact assessments; line ministries reports; disbursement statements; audit reports.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Villagers prepared to work together on projects that will benefit the whole community</li> </ul>
<p><b>2. Livestock and Agronomy</b></p> <p><b>2.1 Rangeland Development</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Geographical information system (GIS) mapping</li> <li>- Training, study tours and farmers' visits</li> <li>- Establishment of grazing management committees</li> <li>- Establishment of VLEAs</li> <li>- Development of livestock watering points</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- By PY1, GIS mapping completed</li> <li>- Training provided to sub-<i>zoba</i> RDU staff; MSc training provided for one <i>zoba</i> staff in Range Management</li> <li>- No. of study tours and farmer visits undertaken</li> <li>- No. of grazing management committees established</li> <li>- No. of VLEAs established and increased grassland coverage</li> <li>- No. of trials or demonstrations in pasture improvement and no. of farmers adopting improved technology</li> <li>- Duration of exclusion periods</li> <li>- No. of livestock water points rehabilitated or constructed</li> <li>- No. of VLW visits to non project LEAs</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- An adequate number of technical and management staff are made available</li> </ul>



Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification <sup>1</sup>	Assumptions/Risks
<p><b>2.2 Animal Health and Production</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Training and study tours</li> <li>- Reconstruction and repair of veterinary clinics</li> <li>- Supply of equipment, medications and vaccines to clinics</li> <li>- Supply of medications and vaccines packages to VLWs</li> <li>- Sheep and goat distribution</li> <li>- Poultry distribution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sub-<i>zoba</i> veterinary staff trained; MSc training provided for one <i>zoba</i> staff in epidemiology</li> <li>- No. of veterinary clinics with cold room reconstructed or repaired</li> <li>- No. of vet. clinics equipped or supplied with medications and vaccines</li> <li>- No. of VLWs trained</li> <li>- No. of VLWs receiving medication and vaccine packages</li> <li>- Veterinary drug revolving fund topped up</li> <li>- Volume of medication procurement and disbursement to sub-<i>zobas</i> through revolving fund</li> <li>- No. of households received sheep or goat package</li> <li>- No. of households received poultry package</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Selected VLWs are able to operate in a free market economy</li> <li>- Revolving fund is operating</li> </ul>
<p><b>2.3 Crop Production</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacity-building and training for <i>zoba</i> MOA engineering unit</li> <li>- Training of MOA staff and farmers</li> <li>- Survey, design cost estimation and priority ranking of soil and water conservation works proposed by community groups</li> <li>- Community-led soil and water conservation</li> <li>- Survey, design, cost estimation and priority ranking of proposed irrigation schemes</li> <li>- Community-led spate and micro-irrigation development</li> <li>- Self-reliant operation and maintenance of soil and water conservation and irrigation schemes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Survey equipment, automatic weather stations and river gauges provided to <i>zoba</i> and sub-<i>zoba</i> engineering units</li> <li>- No. of <i>zoba</i> and sub-<i>zoba</i> staff trained in basic irrigation and other specialized courses</li> <li>- No. of staff and farmers participating in regional study tour</li> <li>- No. of soil and water conservation activities completed and area covered</li> <li>- No. of spate and micro irrigation schemes completed and area covered</li> <li>- All schemes developed have farmer groups established for O&amp;M</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- GIS mapping completed.</li> <li>- Hydrological and hydrogeological information is available</li> </ul>
<p><b>2.4 Crop Technology Transfer</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Training and study tours for contact farmers and MOA staff</li> <li>- Crop extension and capacity-building</li> <li>- Trials and demonstrations of crop production technology</li> <li>- Adaptive research</li> <li>- Agricultural broadcasts and videotapes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No of CFs, farmers and MOA staff participated in training</li> <li>- No. of trials and demonstrations and farmer uptake</li> <li>- No. of CFs supplied with starter packs</li> <li>- No. of adaptive research activities carried out and results</li> <li>- No. of broadcasts and video demonstration of activities issued</li> </ul>		
<p><b>3. Social Services</b></p> <p><b>3.1 Zoba Public Health Services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Improve the functioning of health facilities</li> <li>- Improve the capacity of the <i>zoba</i> health management team</li> <li>- Improve maternal and child health services, immunization, nutrition knowledge and malaria treatment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No. of health stations and centres supplied with equipment and tool kits</li> <li>- No. of staff trained to upgrade diagnostic skills</li> <li>- Nutrition survey conducted in PY1</li> <li>- No. of nutrition demonstrations and malaria cases treated</li> </ul>		





Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification <sup>1</sup>	Assumptions/Risks
<b>3.2 Community-Based Health Services</b> - Improve skills of community health workers - Improve environmental sanitation	- No. of VHWs provided with kits and training on tuberculosis, malaria, etc. - No. of brochures distributed on reproductive health, baby feeding and weaning and safe drinking water - No. of brochures distributed on malaria and tuberculosis - No. of bed nets and latrine slabs distributed		
<b>3.3 Drinking-water Supply</b> - Build capacity of <i>zoba</i> Infrastructure Services unit - Survey, design, cost estimation and priority ranking of proposed water-supply schemes - Construction of selected schemes - Training of village water-supply committees and caretakers O&M of village water-supply schemes	- Survey equipment, automatic weather stations and river gauges provided to <i>zoba</i> and sub- <i>zoba</i> engineering units - No. of <i>zoba</i> and sub- <i>zoba</i> staff trained in basic irrigation and other specialized courses - All schemes developed have users' groups established for O&M and the groups have been trained - No. of water-supply schemes designed and constructed		- Potential areas mapped - Water Resources Department, Ministry of Lands, Water and Environment (MLWE), assists with geophysical surveys
<b>4. Project Coordination</b> - Establish a PCU within the <i>zoba</i> administration and ensure that management and reporting is carried out effectively - Arrange and manage system of contracts between the <i>zoba</i> and sub- <i>zoba</i> administration and implementing agencies - Establish baseline indicators for project monitoring and set up and manage systems for monitoring implementation progress and the degree to which activities are led by local demand and reflect the priorities of both men and women. - Oversee and document impact monitoring workshops - Contract technical assistance as required by project implementation	- PCU established and suitably staffed by PY1 - Contracting system operating and contracted agencies performance is monitored and improving by the end of PY1 - Baseline indicators agreed and data collected - Monitoring system operating and progress reporting, financial reporting and auditing is completed on time - The results of annual impact assessments and beneficiary monitoring workshops are documented in progress reports and used in the design of subsequent AWPBs		- Government continues its support for poverty reduction and decentralization - Project staff is appointed or contracted and with qualifications as agreed - An adequate number of technical and management staff are available
<b>Project Inputs (USD million, Base Costs)</b> <b>1. Project Facilitation 0.94</b> <b>2. Livestock and Agronomy Dev. 8.59</b> - Rangeland development 3.01 - Animal health and production 1.77 - Crop production 2.53 - Crop technology transfer 1.28 <b>3. Social Services 3.46</b> - Public health services 1.71 - Community-based health services 0.43 - Drinking-water supplies 1.32 <b>4. Project Coordination 1.26</b> <b>Total 14.24</b>	<b>Project financing (USD million)</b> IFAD 13.46 Government 1.35 <u>Beneficiaries 1.33</u> <b>Total 16.14</b>		

## PROJECT COST SUMMARY

### SUMMARY OF PROJECT COSTS BY COMPONENT

	(ERN '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Base Costs
<b>A. Project Facilitation</b>	7 868	5 235	13 103	40	7	561	374	935	40	7
<b>B. Livestock and Agronomy</b>										
1. Rangeland development	19 642	22 490	42 132	53	21	1 402	1 605	3 006	53	21
2. Animal health and production	13 380	11 425	24 805	46	12	955	815	1 770	46	12
3. Crop production	25 406	10 096	35 502	28	18	1 813	720	2 533	28	18
4. Crop technology transfer	9 630	8 293	17 923	46	9	687	592	1 279	46	9
<b>Subtotal</b>	<b>68 058</b>	<b>52 305</b>	<b>120 363</b>	<b>43</b>	<b>60</b>	<b>4 856</b>	<b>3 732</b>	<b>8 589</b>	<b>43</b>	<b>60</b>
<b>C. Social Services</b>										
1. <i>Zoba</i> public health services	7 544	16 423	23 967	69	12	538	1 172	1 710	69	12
2. Community-based health services	1 944	4 093	6 037	68	3	139	292	431	68	3
3. Drinking-water supply	8 885	9 641	18 526	52	9	634	688	1 322	52	9
<b>Subtotal</b>	<b>18 373</b>	<b>30 156</b>	<b>48 530</b>	<b>62</b>	<b>24</b>	<b>1 311</b>	<b>2 152</b>	<b>3 463</b>	<b>62</b>	<b>24</b>
<b>D. Project Coordination</b>	10 207	7 405	17 612	42	9	728	528	1 257	42	9
<b>Total Base Costs</b>	<b>104 506</b>	<b>95 102</b>	<b>199 608</b>	<b>48</b>	<b>100</b>	<b>7 457</b>	<b>6 786</b>	<b>14 244</b>	<b>48</b>	<b>100</b>
Physical Contingencies	4 289	5 091	9 381	54	5	306	363	669	54	5
Price Contingencies	34 113	26 318	60 431	44	30	704	523	1 227	43	9
<b>Total Project Costs</b>	<b>142 908</b>	<b>126 511</b>	<b>269 419</b>	<b>47</b>	<b>135</b>	<b>8 468</b>	<b>7 673</b>	<b>16 140</b>	<b>48</b>	<b>113</b>

7



**SUMMARY OF PROJECT COSTS BY EXPENDITURE ACCOUNT**

	(ERN '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
<b>I. Investment Costs</b>										
<b>A. Civil Works</b>	28 176	38 061	66 237	57	33	2 011	2 716	4 727	57	33
<b>B. Vehicles</b>										
4WD	4 893	10 574	15 467	68	8	349	755	1 104	68	8
Motorcycles	86	152	238	64	-	6	11	17	64	-
<b>Subtotal Vehicles</b>	<b>4 979</b>	<b>10 726</b>	<b>15 705</b>	<b>68</b>	<b>8</b>	<b>355</b>	<b>765</b>	<b>1 121</b>	<b>68</b>	<b>8</b>
<b>C. Equipment and Goods</b>										
1. Office Equipment	570	2 863	3 433	83	2	41	204	245	83	2
2. Agricultural Equipment and Inputs	821	1 115	1 936	58	1	59	80	138	58	1
3. Veterinary Equipment and Inputs	6 349	6 168	12 517	49	6	453	440	893	49	6
4. Medical Equipment	188	3 571	3 759	95	2	13	255	268	95	2
<b>Subtotal Equipment and Goods</b>	<b>7 929</b>	<b>13 717</b>	<b>21 646</b>	<b>63</b>	<b>11</b>	<b>566</b>	<b>979</b>	<b>1 545</b>	<b>63</b>	<b>11</b>
<b>D. Technical assistance, Training, Studies and contractual Services</b>										
Beneficiaries Training	5 660	2 653	8 313	32	4	404	189	593	32	4
Staff Training	3 329	4 438	7 767	57	4	238	317	554	57	4
Contractual Services	2 754	5 050	7 804	65	4	197	360	557	65	4
International Technical Assistance	381	7 231	7 612	95	4	27	516	543	95	4
National Technical Assistance	238	102	340	30	-	17	7	24	30	-
Studies	2 654	1 138	3 792	30	2	189	81	271	30	2
<b>Subtotal TA, Training, Studies and Cont. Services</b>	<b>15 016</b>	<b>20 612</b>	<b>35 628</b>	<b>58</b>	<b>18</b>	<b>1 071</b>	<b>1 471</b>	<b>2 542</b>	<b>58</b>	<b>18</b>
<b>Total Investment Costs</b>	<b>56 100</b>	<b>83 116</b>	<b>139 216</b>	<b>60</b>	<b>70</b>	<b>4 003</b>	<b>5 931</b>	<b>9 934</b>	<b>60</b>	<b>70</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>										
<b>A. Incremental Salaries and Allowances</b>										
Contracted Staff Salaries	16 922	-	16 922	-	8	1 208	-	1 208	-	8
Allowances	5 413	-	5 413	-	3	386	-	386	-	3
<b>Subtotal Incremental Salaries and Allowances</b>	<b>22 336</b>	<b>-</b>	<b>22 336</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>1 594</b>	<b>-</b>	<b>1 594</b>	<b>-</b>	<b>11</b>
<b>B. Medical Supplies</b>	140	2 656	2 796	95	1	10	190	200	95	1
<b>C. Vehicles and Office O&amp;M Costs</b>	9 330	9 330	18 660	50	9	666	666	1 332	50	9
<b>D. Infrastructure O&amp;M</b>	16 600	-	16 600	-	8	1 185	-	1 185	-	8
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>48 406</b>	<b>11 986</b>	<b>60 392</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>3 454</b>	<b>855</b>	<b>4 309</b>	<b>20</b>	<b>30</b>
<b>Total Base Costs</b>	<b>104 506</b>	<b>95 102</b>	<b>199 608</b>	<b>48</b>	<b>100</b>	<b>7 457</b>	<b>6 786</b>	<b>14 244</b>	<b>48</b>	<b>100</b>
Physical Contingencies	4 289	5 091	9 381	54	5	306	363	669	54	5
Price Contingencies	34 113	26 318	60 431	44	30	704	523	1 227	43	9
<b>Total Project Costs</b>	<b>142 908</b>	<b>126 511</b>	<b>269 419</b>	<b>47</b>	<b>135</b>	<b>8 468</b>	<b>7 673</b>	<b>16 140</b>	<b>48</b>	<b>113</b>



## ORGANIZATION AND MANAGEMENT

### A. Project Organization and Executing Agencies

1. The national executing agency will be the Ministry of Local Government (MOLG) in its capacity of overseeing the *zoba* administrations. All project implementation responsibilities will lie with the Gash Barka *zoba* administration, where a Project Coordination Unit (PCU) will be established in the Economic Development Department. The agencies in Gash Barka that will be involved in implementation are: the *zoba* and sub-*zoba* administration staff; the *zoba* and sub-*zoba* staff of MOA and MOH; the ZIS at *zoba* level and the project coordinator at sub-*zoba* level; and the village administrator, community leaders and community user groups and committees at village level. In Asmara, MOLG will be the contact or focal point for project activities, and a steering committee will hold annual meetings chaired by MOLG and with a membership from MOA, MOH, MLWE and MOF. Private-sector contractors, local communities or village groups will carry out all construction work. Agencies at the national level will provide specialist technical and training support and services as required.

### B. Management and Coordination

2. The PCU in Barentu will be responsible for project planning and for implementation coordination and monitoring, including of the activities of MOA, MOH and ZIS. The PCU will be headed by a project coordinator, who will be the head of the Economic Development Department. Staff will comprise the following contracted personnel: a deputy coordinator, a finance officer, an accountant, a planning officer, a monitoring officer and five support staff (administrative assistant, secretary, watchman and two drivers). Two Community Development Coordinators contracted by the project will also be based in the PCU.

3. In managing project activities, the PCU will each year coordinate, review and consolidate the workplans and budgets prepared by the *zoba* offices of MOA, MOH, ZIS and PCU, including the facilitation group, and prepare the project annual workplan and budget (AWPB). The project will be included in the MOLG budget and the draft AWPB will be sent to IFAD and UNOPS by 15 November each year for review and comments before it is finalized and sent to the steering committee for information.

4. The coordination of project activities at *zoba* level will be effected through a working group chaired by the project coordinator and including the *zoba* heads of MOA, MOH and ZIS. This group will meet monthly, or more often when necessary, to plan and review project implementation progress in the sub-*zobas* and resolve issues that staff at *zoba* and sub-*zoba* level have been unable to resolve.

5. Tasks assigned to the PCU include to: (i) manage and coordinate components; (ii) operate the project account and administer, supervise and process payments for contracts on behalf of the *zoba* administration; (iii) submit regularly withdrawal applications to MOLG; (iv) maintain separate financial records and books of accounts for the PCU, prepare annual financial statements for all project expenditures for submission to MOLG and IFAD by 15 February each year; (v) undertake the procurement of major items, including vehicles, equipment and Geographical Information System (GIS) mapping; (vi) prepare and consolidate monthly and quarterly physical and financial progress reports for all project activities by the 15<sup>th</sup> of the following month for MOLG; and (vi) prepare half yearly and annual progress reports by 31 July and 31 January each year for onward transmission to IFAD and UNOPS and to the steering committee for information.

6. The steering committee will meet once a year to review project monitoring carried out by the PCU. MOLG will designate one official as the contact or focal point for the project at national level and for liaison with IFAD and UNOPS, and to provide support to review, supervision or evaluation



missions. MOF will: (i) operate the special account in accordance with requests from the PCU; (ii) transfer government counterpart funds to the provincial treasuries to finance the government share of the costs of project activities and tax waivers; and (iii) together with MOLG, appoint an independent external auditor acceptable to IFAD, within 90 days of loan effectiveness.

### C. Implementation Arrangements

7. **Implementation Approach.** Project activities will be implemented according to the AWPBs by *zoba* and sub-*zoba* staff from MOH, MOA, ZIS, PCU (including the project facilitation group) and sub-*zoba* administrations. Implementation of the livestock, agronomy, water supply and community-based health activities will be in response to the requests of the communities targeted by the project, while upgrading the primary health care system will cover all sub-*zobas*.

8. **Project Start-up.** IFAD will provide resources to facilitate the start-up of project implementation, including a project start-up workshop to be held in Gash Barka once the loan is effective. The workshop will clarify the procedures related to project implementation, management and coordination as well as disbursement and procurement, planning, budgeting, monitoring and reporting.

9. **Phasing.** It has been agreed to start project activities in Project Year (PY) 1 in Forto, Gogne and Haykota sub-*zobas*. At the start of the project, the government will select an additional four sub-*zobas* that also meet the selection criteria, with project activities starting in a further two in PY2 and the final two in PY3.

10. **Implementation Process.** In PY1 in the three sub-*zobas* selected, the sub-*zoba* administration, with PCU support, will mount a publicity campaign (posters, radio announcements and meetings of village administrators and community leaders) to announce the nature and terms of project assistance that could be made available to communities interested in improving livestock and crop production, developing drinking-water supplies and in improving access to community-based health services. The project's approach will be explained and the contribution that beneficiaries will have to make will be emphasized, including assuming responsibility for financing the O&M of any project-financed infrastructure investments. Participation of the communities will be formalized by a tripartite agreement between the community, the sub-*zoba* administration – which will make its project coordinator and sub-*zoba* MOA and MOH staff available – and the PCU – which will ensure that *zoba* staff of MOH, MOA, PCU and ZIS are available to provide technical back up.

11. MOA will identify areas where there is potential for the development of crop or livestock production, or a combination, while MOH will assess the health situation in relation to the presence of traditional birth attendants (TBAs) and malaria agents. On this basis, the sub-*zoba* administration will select villages that meet the selection criteria and where the community agrees to sign a tripartite agreement in respect of their participation. In PY1, the sub-*zoba* administrators will select five communities in each of the first three sub-*zobas*, with additional communities selected in subsequent years, so that by PY5 about 20 communities should be participating in each sub-*zoba*. The process will be repeated in PY2 in a further two sub-*zobas*, and again in PY3 in a further two. Within the project sub-*zobas*, the project will work with an increasing number of communities, reaching 154 by PY5, i.e. almost 50%.

12. Following the agreement of the community to participate, the community facilitation process will start. The Community Development Coordinators and the informal village leaders, who will act as local facilitators together with the sub-*zoba* project coordinator, will start working with the communities and the village administrations. This facilitation group will help the communities to identify their priorities for project assistance, plan the activities selected, make the necessary organizational arrangements for implementation, execute project activities, and monitor the selection, planning and implementation of project activities.



13. Sub-*zoba* staff from MOA and MOH will assist the communities to identify the crop and livestock development alternatives, and assess training needs for community health workers and TBAs. The MOA sub-*zoba* staff, with help from their *zoba*-based colleagues, will screen the various crop and livestock proposals made by the communities to assess their technical and financial feasibility and, where necessary, propose modifications. During implementation of the selected activities staff will train VLWs and CFs selected by the communities, and provide technical help required in providing services to the community. VLWs will provide animal health services on a fee-paying basis and CFs will organize crop demonstrations and provide crop husbandry advice.

14. ZIS will provide the technical support required by communities that are involved with drinking-water-supply schemes. The MOH sub-*zoba* staff will assist the communities in their selection of the TBAs and VHWs, provide them with training and support the establishment and functioning of the village health committee. The trained TBAs and VHWs will provide community-based health services and refer cases to the health station, and provide health, nutrition and sanitation education. Staff at the health stations and health centres will support the TBAs and VHWs and monitor their activities.

15. At the *zoba* level, MOH will implement the primary health care sub-component throughout the *zoba*, including upgrading the health stations and centres where this is required, improving the diagnostic skills of the staff at the health stations and centres, improving the maternal and child health care services, and improving the management capacity of the *Zoba* Health Management Team (ZHMT). MOA and ZIS will provide the technical services required to back-up staff based in the sub-*zobas*. Similarly, MOH will provide the hospital services that support the health centres and health stations in the sub-*zobas* and the community-based health services.

16. **Technical Assistance.** With institutional capacity and experience still weak, project implementation will require short-term national and international technical assistance (TA) from a variety of disciplines. The focus of the TA will be building the capacity of the staff of the PCU, the *zoba* administration and the implementing agencies in the *zoba* and sub-*zobas*. The project will finance 29 months of international TA, 20 months of regional TA, and 24 months of national TA. Of the total TA: 26.5 months is for support to project management, 21.5 months for community facilitation and 25 months for livestock and crop production.

#### D. Facilitation Process

17. The facilitation process involves a series of steps. The analysis of the problems and needs is the first step. In each village selected, the community will carry out the analysis with the support of the community leaders, assisted by a Community Development Coordinator or consultant conversant with both community organization and gender issues. This phase, which may take up to four or five days, may be interrupted to give villagers time to think and discuss among themselves. The analysis will involve simple participatory appraisal methods, working with restricted groups, such as women-headed households, ex-internally displaced persons or refugees, and members of existing groups and association, together with visits to existing infrastructure.

18. The second step involves an assessment of the needs and solutions, within the framework of what is available from the project, by technicians of different disciplines with a view to identifying causes, constraints and potential solutions to be discussed later with community members. For each problem, potential solutions will be analysed, starting with those that communities can implement without external support, and then those needing external help. Solutions will be screened taking account technical feasibility, social acceptability, cost, timeframe and sustainability.

19. The third step involves clarifying the analysis of the problems and their potential solutions with the community. The village administrator will thereafter present a tentative action plan. This will



include presenting what might be feasible, before facilitating a classification of what might be undertaken first, and a review of technical opportunities for development.

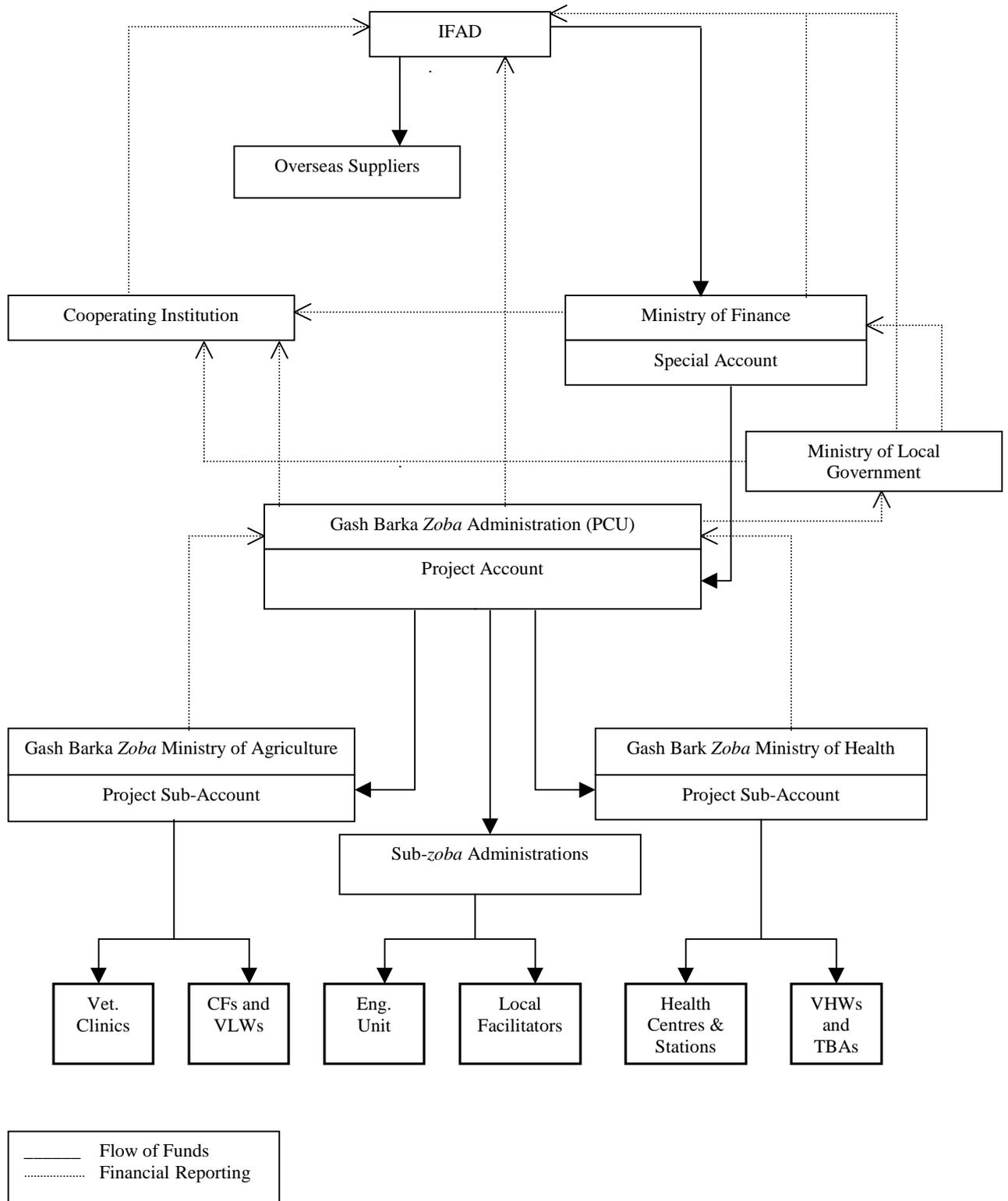
20. The fourth step involves the discussion of a tentative action plan by the community while the technicians prepare detailed estimates (e.g. costs, labour required, training needed, community contributions, timetable, etc.). The local leaders and the village administrators will help communities to define a suitable organization to carry out selected interventions and maintain them, as well as to appoint qualified leaders to do so. The facilitators will backstop the community and committee members to enable them to choose simple indicators for monitoring progress.

### **E. Monitoring, Evaluation and Reporting Supervision**

21. The project will use the GTZ MoRe Impact formats or similar software that monitors progress in achieving the project's outputs and objectives. Village and community data already collected and to be collected, plus the Gash Barka data from the forthcoming UNICEF nutrition survey, will provide a baseline against which to measure project impact using the outputs shown in the logical framework. Project beneficiaries, with the assistance of the Community Development Coordinators, sub-*zoba* project coordinator and the village administration, will update the village data during implementation of project activities, thereby enabling the progress of the project to be assessed. Participatory impact assessments at village level will assess the impact on the livelihoods of household. Each year, the PCU will organize a beneficiary impact assessment workshop in each project sub-*zoba*, during which beneficiaries (50% women) from each project-assisted community will assess the progress of project activities, staff performance and project impact, and make recommendations for improving project processes, including monitoring of participation, and impact. If required, additional short and focused studies will be undertaken to generate recommendations for immediate action. Monitoring staff of the PCU will manage the monitoring process, including the participatory impact assessments.

22. IFAD, in cooperation with UNOPS, will undertake a Mid-Term Review (MTR) in PY3 to review the project's achievements and constraints, and in particular: (i) the performance of the livestock and agronomy component and their impact; (ii) the performance of the community facilitation process and the arrangements for decentralized implementation; (iii) beneficiary assessments of project impact and performance; (iv) the performance of the user groups in the O&M of project-financed infrastructure investments; (v) future TA requirements; and (vi) the performance and impact of the donor-financed poultry schemes. Based on the findings of the MTR, a mutually acceptable action plan for the remainder of the project will be prepared. IFAD, in consultation with the Government, may appoint consultants or an agency to evaluate the impact of the project on the beneficiaries during implementation.

**FLOW OF FUNDS**





### ORGANIZATIONAL CHART

